

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 254

31 janvier 2015

SOMMAIRE

Bakona S.à r.l.	12146	Mainzero Holding S.C.S.	12192
Banian Finance S.à r.l.	12155	Maloco S.A.	12190
Curzon Finance S.à r.l.	12146	Mexel Distribution	12159
Dalinvest SA	12154	Modulor	12156
Digital Services Holding X S.à r.l.	12154	Monkwood Luxco S.à r.l.	12187
Dong Long S.A.	12153	MSEOF Garda S.à r.l.	12147
EIE S.A.	12152	Netzaberg Luxembourg SPS 12 S.à r.l. ...	12147
Empe S.à r.l.	12153	New Communications Participations S.A.	12157
Entec Group International S.A.	12153	Outboard Yachting S.A.	12161
Entreprise de Constructions et de Génie Civil KISCH S.A.	12154	Paradocs MBOco	12165
Genest S.à r.l.	12166	Partenaires Sociaux S.A.	12192
Gordon March S.A.	12147	Permotio International Learning S.à r.l.	12148
Green Technology S.A.	12153	Placindus S.A.	12146
Innovative Hydrocarbon Technologies S.A.	12152	PVLux & Cie	12164
Invoice Holding S.A.	12150	Quarry S.A.	12161
Invoice Holding S.A.	12150	RAMCO Luxembourg S.A.	12148
IV (Lux) S.à r.l.	12150	RCW Partners	12148
J4A Holdings I S.à r.l.	12151	Rexel Luxembourg S.A.	12159
Jaro S.A.	12151	Rue de Net LUX S.à r.l.	12191
JER Europe Fund II Holdings S.à r.l.	12151	Scheidegg Properties Sarl	12154
Jing Investment S.à r.l.	12150	SHR Grosvenor Square S. à r.l.	12157
JN Invest S.à r.l.	12152	Ternova Beteiligungen A.G.	12149
JT International Services S.A.	12149	Torremolinos Private S.A. SPF	12149
Klimt Invest S.A.	12146	Universal-Investment-Luxembourg S.A.	12191
KMG SICAV - SIF	12170	W Industries Finances S.A.	12148
KMG SICAV SIF S.A.	12170		
Lux Sphere S.A.	12166		

Curzon Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 122.516.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208978/9.

(140234114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Bakona S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5955 Itzig, 5, rue Nachtbann.
R.C.S. Luxembourg B 146.511.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208870/10.

(140234277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Placindus S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 31.182.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 19 février 2015 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2014.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015016299/534/16.

Klimt Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 86.838.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 décembre 2014

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Mr Peter Van Opstal et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Mr Christian Knauff, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014205849/19.

(140229901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Netzaberg Luxembourg SPS 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 133.454.

—
Veuillez noter que l'associé Al-Rayyan 2 Luxembourg S.à.r.l ainsi que le gérant unique Cyan S.à.r.l. ont leur son siège social au 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Pour Netzaberg Luxembourg SPS 12 S.à r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014206075/14.

(140230668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Gordon March S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 105.036.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 12 décembre 2014

Est nommé administrateur en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Marc ALBERTUS terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2011.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205653/16.

(140229125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

MSEOF Garda S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 92.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 137.281.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par les résolutions du 18 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé:

- que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement accomplie et clôturée,
- que les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège codai de la Société,
- de donner mandat au liquidateur pour le suivi des provisions et opérations à faire après la clôture de la liquidation (y compris mais non limité la clôture des comptes bancaires et la signature des déclarations fiscales),
- que le compte bancaire sera clôturé en finalité de tous les paiements.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 décembre 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014206062/24.

(140230677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

RAMCO Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 176.409.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014208461/10.

(140232284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

RCW Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 115.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RCW Partners

Référence de publication: 2014208466/10.

(140232005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

W Industries Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 83.294.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2015000691/13.

(140235299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Permotio International Learning S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.937,05.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 180.104.

Extrait des résolutions des associés datées du 18 décembre 2014

En date du 18 décembre 2014, les associés de la Société ont pris connaissance des démissions de Roland Roffler et Malte Hansen, gérants de catégorie B de la Société, avec effet immédiat.

En cette même date, les associés de la Société ont décidé de nommer:

- PMI Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 187.566, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- Thomas Basenach, né le 4 juillet 1980 à Wadern en Allemagne, demeurant professionnellement au 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014206171/21.

(140230328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Torremolinos Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 161.369.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 31 décembre 2014, que la liquidation de la société, décidée en date du 18 décembre 2014, a été clôturée et que la société TORREMOLINOS PRIVATE S.A. SPF, a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Pour: *TORREMOLINOS PRIVATE S.A. SPF*

Société anonyme liquidée

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Référence de publication: 2015000673/17.

(140235408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Ternova Beteiligungen A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 105.146.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur KOFFOUR S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg, B - 86 086, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné Monsieur Eric BREUILLE, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société TERNOVA BETEILIGUNGEN A.G., en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour: *TERNOVA BETEILIGUNGEN A.G.*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015000665/18.

(140235026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

JT International Services S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 35, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 153.647.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social le 3 Décembre 2014 à 9 heures

L'administrateur unique a décidé ce qui suit:

1- L'Administrateur Unique décide de révoquer le Commissaire aux comptes est d'en réélire un nouveau:

Est révoqué de ses fonctions de Commissaire aux comptes:

- Allgemeine Management Gesellschaft G.m.b.H., société à responsabilité limitée immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 145584, dont le siège social est au 24, rue Ignace de la Fontaine, L- 1532 Luxembourg.

Est élue en remplacement pour un mandat de 5 ans:

- PYXIS S.A., société immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 75177, dont le siège social est au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Le mandat du Commissaire aux comptes expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2019.

Signatures

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2015001640/19.

(150000602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Invoice Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 169.348.

Par la présente, je suis au regret de vous annoncer ma décision de démissionner avec effet immédiat de mes fonctions d'administrateur de votre société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Tom FABER.

Référence de publication: 2015001626/10.

(150000694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Invoice Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 169.348.

Par la présente, je suis au regret de vous annoncer ma décision de démissionner avec effet immédiat de mes fonctions d'administrateur de votre société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Frédéric MULLER.

Référence de publication: 2015001625/10.

(150000694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Jing Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 183.083.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2014.

Pour Jing Investment S.à r.l.

Référence de publication: 2015001631/14.

(150000426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

IV (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 164.208.

Conformément à l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 8 août 2011 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

- *Société domiciliée:*

* IV (Lux) S.à r.l.

* Immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164208

* Dont le siège social sis au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg fait l'objet de la présente dénonciation

- *Agent domiciliataire:*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 30 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2015001628/20.

(150000926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Jaro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1113 Luxembourg, rue John L. Macadam.
R.C.S. Luxembourg B 111.209.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 10 décembre 2014 que Monsieur Guenter Hormisch, né le 11.04.1972 à D-Neuerburg, demeurant à D-54295 Trier, Schützenstrasse 33a a été appelé à la fonction d'Administrateur à partir du 1^{er} janvier 2015, en remplacement de l'Administrateur démissionnaire, Monsieur Jean Nic-kels.

Le mandat de M. Guenter Hormisch prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2015.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015001634/17.

(150001097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

JER Europe Fund II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 103.086.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société JER Europe Fund II Holdings S.à r.l. en liquidation qui s'est tenue en date du 30 décembre 2014 au siège social que:

1) la clôture de la liquidation a été prononcée et il a été constaté que la société JER Europe Fund II Holdings S.à r.l. en liquidation a cessé d'exister à partir de ce jour.

2) les livres et documents de la société dissoute seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à 68, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Smart Advisory SA

Le liquidateur

Référence de publication: 2015001636/18.

(150000393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

J4A Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 177.221.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire en date du 17 décembre 2014

Première résolution:

L'actionnaire prend acte de la démission de:

- Monsieur Jean Marie Bettinger, gérant, né le 14 mars 1973, résidant professionnellement au 42 Rue de la Vallée L-2661 Luxembourg, avec effet au 02 janvier 2015

Deuxième résolution:

L'actionnaire nomme comme gérant:

- Monsieur Antoine Widehen, né le 1^{er} mars 1986 à Cambrai (France), résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, avec effet au 02 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

Pour J4A Holdings I S.à r.l.

Référence de publication: 2015001641/19.

(150000647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Innovative Hydrocarbon Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 158.027.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social à Luxembourg, le 02 janvier 2015

La démission de Monsieur Gioacchino GALLONE de sa fonction d'administrateur est acceptée

Monsieur Jacopo ROSSI, employé privé, né le 20.04.1972 à San Dona di Piave (Italie), domicilié professionnellement au 10 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est coopté en tant que nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

INNOVATIVE HYDROCARBON TECHNOLOGIES S.A.

Référence de publication: 2015001621/14.

(150000862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

EIE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 55.344.

—
Extrait du 31 décembre 2014

Madame Elisa Paola ARMANDOLA, Administrateur de la société EIE S.A., société anonyme, s'est démise de ses fonctions avec effet rétroactif au 13 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Pour: EIE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015000212/16.

(140235288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

JN Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: PLN 84.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.871.

—
Suite aux résolutions des associés en date du 9 décembre 2014 les décisions suivantes ont été prises:

1. Démission du gérant de classe B suivant à compter du 31 décembre 2014:

Madame Nathalie S.E. Chevalier, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg.

2. Nomination du gérant de classe B suivant à compter du 1^{er} janvier 2015:

Manacor (Luxembourg) S.A., société anonyme, avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée sous le numéro B 9098 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, ayant pour représentant permanent Monsieur Franciscus W.J.J. Welman, né le 21 septembre 1963 à Heerlen, Pays Bas, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Patrick Ostronic, gérant de classe A;
- Katarzyna Kusmierz, gérant de classe A;
- Michaël R.E. Watrin, gérant de classe B;
- Manacor (Luxembourg) S.A., gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant de classe B

Référence de publication: 2015001637/24.

(150000799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Dong Long S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, route de Belval.

R.C.S. Luxembourg B 101.559.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015000190/9.

(140235505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Entec Group International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 117, Wäistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 85.200.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015000198/9.

(140234748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Green Technology S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 160.340.

EXTRAIT

Avec effet au 11 décembre 2014, la société CAPITA FIDUCIARY S.A., ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a dénoncé le domicile établi au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg de la société anonyme Green Technology S.A. enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B160340.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000288/13.

(140235174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Empe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 48.260.

Extrait de cession de parts sociales du 23 décembre 2014.

- La société TOBIAS S.A. immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 77866, avec siège social 54, boulevard Napoléon 1^{er} à L-2210 Luxembourg, a cédé 90 parts sociales qu'elle détient dans la société à la société SILVER ROCKET S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 162883, avec siège social 24, rue Astrid à L-1143 Luxembourg.

- La société JNL PARTICIPATIONS S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 150544, avec siège social 38, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette, a cédé 250 parts sociales qu'elle détient dans la société à la société SILVER ROCKET S.A. immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 162883, avec siège social 24, rue Astrid à L-1143 Luxembourg.

- La société Laurent WEBER, né le 14 août 1963 à Dudelange, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette, a cédé 25 parts sociales qu'il détient dans la société à la société SILVER ROCKET S.A. immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 162883, avec siège social 24, rue Astrid à L-1143 Luxembourg.

La nouvelle répartition des 500 parts sociales est la suivante:

SILVER ROCKET S.A., propriétaire de 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2015000214/23.

(140235224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Entreprise de Constructions et de Génie Civil KISCH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7662 Medernach, 23, route d'Ermsdorf.
R.C.S. Luxembourg B 91.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015000199/9.

(140234697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Scheidegg Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 134.086.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Scheidegg Properties S.à r.l.
SGG S.A.

Référence de publication: 2014209608/11.

(140234546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Digital Services Holding X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 184.744.

Monsieur Alexander KUDLICH a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.
Digital Services Holding X S.à r.l.

Référence de publication: 2015000167/16.

(140235056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Dalinvest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 85.208.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 31 décembre 2013, que la liquidation de la société, décidée en date du 20 septembre 2013, a été clôturée et que la société DALINVEST S.A. a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour: DALINVEST S.A.
Société anonyme liquidée
EXPERTA LUXEMBOURG
Société anonyme

Référence de publication: 2015000176/18.

(140235035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Banian Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 117.617.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of December.

before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

SHR Grosvenor Square S.à r.l., a Société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, registered with the Luxembourg Commerce and Companies Register under the number B 114 490

(the `Sole Shareholder`),

duly represented by Ms. Sofia Da Chao, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxy, after having been initialled and signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its proxyholder has requested the notary to state that:

- the Sole Shareholder holds all the shares in Banian Finance S.à r.l., a Société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, registered with the Luxembourg Commerce and Companies Register under the number B 117 617, incorporated pursuant to a notarial deed dated June 28, 2006, published in the official gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1674 of September 5, 2006 (the Company);

- the Company's by-laws have been lastly amended pursuant to a notarial deed dated February 1st, 2011, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C number 902 of May 5, 2011;

- the Company's capital is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000.-) divided into six hundred (600) shares of twenty-five Pounds Sterling (GBP 25.-) each;

- the Sole Shareholder hereby resolves to proceed with the dissolution of the Company with effect as from today;

- the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;

- the Sole Shareholder as liquidator of the Company declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, that the Sole Shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume all outstanding liabilities (if any) of the Company, in particular those hidden or any known but unpaid and any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;

- the Sole Shareholder waives the requirement to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) and to hear a report of an auditor to the liquidation;

- consequently the Company be and hereby is liquidated and the liquidation is closed;

- the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and perfectly knows the financial situation of the Company;

- the Sole Shareholder grants full discharge to the managers of the Company for their mandates from the date of their respective appointments as well as to all managers having resigned in the course of the year 2014, up to the date of the present meeting; and

- the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years from the date the date of the present meeting at the registered office of the Company.

Whereof, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

SHR Grosvenor Square S.à. r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie suivant les lois de Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 114.490 (l'Associé Unique)

ici dûment représentée par Mme. Sofia Da Chao, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- l'Associé Unique détient toutes les parts sociales de Banian Finance S.à. r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie suivant les lois de Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 117.617, constituée suivant acte notarié du 28 Juin 2006, publié au Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1674 du 5 Septembre 2006 (la Société);

- la statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte notarié du 1^{er} Février 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C numéro 902 du 5 Mai 2011;

- le capital social de la Société est fixé à quinze mille livres sterling (GBP 15,000.-) représenté par six cents (600) parts sociales de vingt-cinq livres sterling (GBP 25.-) chacune;

- par la présente l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;

- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;

- l'Associé Unique renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;

- partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- la comparante a pleinement connaissance des statuts de la Société et de la situation financière de celle-ci;

- la comparante donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour leur mandat à compter de la date de leur nomination respectives ainsi qu'à tout autre gérant ayant démissionné dans le courant de l'année 2014, jusqu'à la date de la présente assemblée; et

- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège de la Société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 janvier 2015. Relation: EAC/2015/745. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015014856/97.

(150017908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Modulor, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung vom 27. Januar 2015 gültige Verwaltungsreglement 01/2015 des Investmentfonds „Modulor“ wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27.01.2015.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxemburg AG

Anell / Rech

Référence de publication: 2015015028/11.

(150017949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

NCP, New Communications Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 59.242.

En date du 26 juin 2014, Monsieur Valentino Capurso, titulaire d'un Master en comptabilité contrôle audit, avec adresse professionnelle à L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire a été nommé commissaire en remplacement de Monsieur Jean Thyssen démissionnaire.

Son mandat prendra fin avec l'assemblée générale de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour New Communications Participations SA

Référence de publication: 2014206095/13.

(140229698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

SHR Grosvenor Square S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.490.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of December.

before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

Western Treasure Limited, a company incorporated in the British Virgin Islands, having its registered office at PO Box 957 Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands

(the `Sole Shareholder`),

duly represented by Ms. Sofia Da Chao, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxy, after having been initialled and signed *in* varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its proxyholder has requested the notary to state that:

- the Sole Shareholder holds all the shares in SHR Grosvenor Square S.à r.l., a Société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, registered with the Luxembourg Commerce and Companies Register under the number B 114 490, incorporated pursuant to a notarial deed dated February 14, 2006, published in the official gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 947 of May 15, 2006 (the Company);

- the Company's by-laws have been lastly amended pursuant to a notarial deed dated February 3rd, 2011, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C number 899 of May 4, 2011;

- the Company's capital is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000.-) divided into six hundred (600) shares of twenty-five Pounds Sterling (GBP 25.-) each;

- the Sole Shareholder hereby resolves to proceed with the dissolution of the Company with effect as from today;

- the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;

- the Sole Shareholder as liquidator of the Company declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, that the Sole Shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume all outstanding liabilities (if any) of the Company, in particular those hidden or any known but unpaid and any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;

- the Sole Shareholder waives the requirement to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) and to hear a report of an auditor to the liquidation;

- consequently the Company be and hereby is liquidated and the liquidation is closed;

- the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and perfectly knows the financial situation of the Company;

- the Sole Shareholder grants full discharge to the managers of the Company for their mandates from the date of their respective appointments as well as to all managers having resigned in the course of the year 2014, up to the date of the present meeting; and

- the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years from the date the date of the present meeting at the registered office of the Company.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Western Treasure Limited, une société incorporée aux Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au PO Box 957 Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques (l'Associé Unique)

ici dûment représentée par Mme. Sofia Da Chao, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- l'Associé Unique détient toutes les parts sociales de SHR Grosvenor Square S.à. r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie suivant les lois de Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 114.490, constituée suivant acte notarié du 14 Février 2006, publié au Recueil des Sociétés et Associations, numéro 947 du 15 Mai 2006 (la Société);

- la statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte notarié du 3 Février 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C numéro 899 du 4 Mai 2011;

- le capital social de la Société est fixé à quinze mille livres sterling (GBP 15,000.-) représenté par six cents (600) parts sociales de vingt-cinq livres sterling (GBP 25.-) chacune;

- par la présente l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;

- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;

- l'Associé Unique renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;

- partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- la comparante a pleinement connaissance des statuts de la Société et de la situation financière de celle-ci;

- la comparante donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour leur mandat à compter de la date de leur nomination respectives ainsi qu'à tout autre gérant ayant démissionné dans le courant de l'année 2014, jusqu'à la date de la présente assemblée; et

- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège de la Société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 janvier 2015. Relation: EAC/2015/746. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015016200/95.

(150018276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Rexel Luxembourg S.A., Société Anonyme,
(anc. Mexel Distribution).**

Siège social: L-1415 Luxembourg, 9, rue de la Déportation.
R.C.S. Luxembourg B 192.516.

L'an deux mille quinze,
le quatorze janvier,

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire (l'"Assemblée") de «Mexel Distribution», une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, rue de la Déportation, L-1415 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés (le "RCS") sous le numéro B 192.516 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 03 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 3888 en date du 16 décembre 2014, page 186613. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont pas été modifiés depuis.

L'Assemblée élit comme président Monsieur Hervé DURET, Directeur Fiscal, demeurant professionnellement à Paris (France).

Le président nomme en qualité de secrétaire Monsieur Eric PELACCIA, Directeur Financier, demeurant professionnellement à Luxembourg et qui est également élu comme scrutateur de l'Assemblée.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert du notaire instrumentant de prendre acte que:

I. Le nom de l'actionnaire (l'"Actionnaire") représenté à l'Assemblée par un mandataire, le nom dudit mandataire et le nombre d'actions détenues par l'Actionnaire est mentionné sur la liste de présence figurant à la fin de ce procès-verbal. Cette liste de présence a été signée par le mandataire de l'Actionnaire représenté, le notaire ainsi que le président, le scrutateur et le secrétaire. La liste de présence restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'Actionnaire représenté, après avoir été paraphée par les comparants.

II. La liste de présence montre que l'Actionnaire détenant toutes les actions de la Société et représentant ainsi la totalité du capital social de la Société est représenté par mandataire. L'Actionnaire a déclaré avoir connaissance de l'ordre du jour, qui lui a été communiqué préalablement, et renoncer aux formalités de convocation à l'Assemblée.

III. L'Assemblée, réunissant la totalité du capital social de la Société, est valablement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission daté du 4 décembre 2014 concernant le transfert de la branche d'activité commerciale de l'Actionnaire à la Société.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-), pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) à un million trente-et-un mille euros (EUR 1.031.000,-), par l'émission d'un million (1.000.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune; libération de l'augmentation de capital par apport en nature de la branche d'activité commerciale de l'Actionnaire à la Société et attribution à l'Actionnaire des actions nouvelles émises; modification par conséquent de l'article 5.1 des Statuts.

3. Changement de la dénomination sociale de la Société en REXEL LUXEMBOURG S.A. et par conséquent modification de l'article 1^{er} des Statuts.

4. Divers.

V. Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915") relatives à l'apport de branche d'activité ont été respectées, à savoir:

1. conformément à l'article 308bis-3, l'article 290 et l'article 9 de la Loi de 1915, le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission du 4 décembre 2014, établi par les conseils d'administration de l'Actionnaire et de la Société, a été publié au Mémorial numéro 3846 du 12 décembre 2014, page 184579, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales de l'Actionnaire et de la Société appelées à se prononcer sur ce projet.

2. conformément à l'article 308bis-3 et l'article 296 de la Loi de 1915, l'Actionnaire a renoncé à l'établissement et à la mise à disposition au siège social de la Société des documents prévus à l'article 293, à l'article 294 (1) et à l'article 295 (1) sous c), d) et e) de la Loi de 1915.

Une attestation signée par l'Actionnaire renonçant aux formalités susmentionnées restera annexée au présent acte.

3. conformément à l'article 295 de la Loi de 1915, le dépôt au siège social de la Société des documents auxquels l'Actionnaire n'a pas renoncé a eu lieu un mois au moins avant la date de la réunion des assemblées générales de la Société et de l'Actionnaire en vue de leur inspection par l'Actionnaire.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents signée par la Société restera annexée aux présentes.

VI. L'Actionnaire, se constituant en assemblée générale, adopte ensuite les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée approuve le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission entre l'Actionnaire et la Société, tel que ce projet a été approuvé par les conseils d'administration des deux sociétés, et par lequel l'Actionnaire s'est engagé à transférer à la Société sa branche d'activité commerciale. Cette activité consiste en une branche d'activité autonome susceptible de fonctionner par ses propres moyens, y compris l'ensemble de ses biens, ses actifs, ses droits, ses obligations et ses passifs de quelque nature qu'ils soient, associés exclusivement ou principalement à ladite activité et est décrite de manière précise et détaillée dans le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission daté du 4 décembre 2014 publié au Mémorial numéro 3846 du 12 décembre 2014, page 184579.

Par décision des conseils d'administration de l'Actionnaire et de la Société en date du 13 janvier 2015, la valeur de la branche d'activité commerciale de l'Actionnaire a été ajustée sur base des comptes de l'Actionnaire arrêtés au 31 décembre 2014. En conséquence, la branche d'activité commerciale de l'Actionnaire est apportée pour une valeur nette d'actif d'un million deux cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante et un cents (EUR 1.280.697,61), dont un million d'euros (EUR 1.000.000,-) sont alloués au capital social de la Société et deux cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante et un cents (EUR 280.697,61) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

L'Actionnaire a été informé de ces modifications préalablement.

L'Assemblée décide d'approuver ces modifications au projet d'apport de branche d'activité.

Seconde résolution

L'Assemblée décide en conséquence d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-), afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à un million trente et un mille euros (EUR 1.031.000,-), par la création et l'émission d'un million (1.000.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Actions Nouvelles").

Les Actions Nouvelles sont toutes attribuées à l'Actionnaire en échange du transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la branche d'activité commerciale de l'Actionnaire à la Société, tel que décrit dans le projet précité d'apport de branche d'activité placé sous le régime de la scission. La Société remplacera activement et passivement l'Actionnaire en ce qui concerne la branche d'activité commerciale transférée. Sous réserve des dispositions du projet d'apport de branche d'activité, la Société prendra en charge tous les droits et obligations de la branche d'activité commerciale transférée à partir de la date du présent acte.

La Société supportera les frais et charges à résulter de l'apport de branche d'activité

Cette contribution a fait l'objet d'un rapport établi en date du 13 janvier 2015 par PricewaterhouseCoopers, une société coopérative constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg et étant immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 65.477, conformément à l'article 32-1 et à l'article 26-1 de la Loi de 1915.

La conclusion du rapport est la suivante:

«Sur la base de notre examen, aucun fait n'a été porté à notre connaissance qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport décrit au paragraphe 2.1 de ce rapport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, augmentée de la prime d'émission».

Ce rapport restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Suite à ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5.1 des Statuts qui désormais se lira comme suit:

" **5.1.** Le Capital social souscrit de la Société est fixé à un million trente et un mille euros (EUR 1.031.000,-), représenté par un million trente et un mille (1.031.000) actions ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Actions"). Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs au moment pertinent des Actions et "Actionnaire" doit être interprété conformément."

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société en "REXEL LUXEMBOURG S.A."

En conséquence, l'Assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des Statuts qui désormais se lira comme suit:

" **1. Forme sociale et nom.** Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de "REXEL LUXEMBOURG S.A." (la "Société"), une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915")."

Constatation

L'Assemblée ensemble avec le notaire constate qu'une assemblée générale de l'Actionnaire a approuvé le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission par acte notarié à la date d'aujourd'hui. Par conséquent et conformément à l'article 308bis-3 et l'article 301 de la Loi de 1915, l'apport de la branche d'activité commerciale de l'Actionnaire à la Société est réalisé en date des présentes.

L'Assemblée constate également que l'assemblée générale de l'Actionnaire a changé la dénomination sociale de l'Actionnaire en «Rexel Holding Luxembourg».

Le notaire soussigné, conformément à l'article 308bis-3 et l'article 300 (2) de la Loi de 1915, a vérifié et atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission.

Estimation de frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement deux mille cent euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne n'ayant soulevé d'autres points pour discussion par l'Assemblée, l'Assemblée est close.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour mentionné en haut de ce document.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom de famille, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: H. DURET, E. PELACCIA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1629. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015013654/134.

(150016338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Quarry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 20.388.

Outboard Yachting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 80.412.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of January.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

There appeared:

1. QUARRY S.A., a société anonyme, having its registered office at 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, registered with Luxembourg trade register under number B20388, hereinafter referred to as «The Absorbing Company»,

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, acting as the representative of the sole director of QUARRY S.A. (the "Sole Director"), pursuant to a resolution taken at the meeting of the Sole Director held in Luxembourg on November 20, 2014 (the "Minutes of the Meeting of the Sole Director").

and

2. OUTBOARD YACHTING S.A., a société anonyme, having its registered office at 2 rue des Dahlias L-1411 Luxembourg, registered with Luxembourg trade register under number B80412, hereinafter referred to as «The Absorbed Company»,

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, acting as the representative of the board of directors of OUTBOARD YACHTING S.A. (the "Board of Directors"), pursuant to a resolution taken at the meeting of the Board of Directors held in Luxembourg on November 24, 2014 (the "Minutes of the Meeting of the Board of Directors").

The said powers of attorney, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time for registration formalities.

The Absorbed Company and the Absorbing Company are hereinafter referred to as the "Merging Companies".

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have required the undersigned notary to record the following:

COMMON DRAFT TERMS OF MERGER

1) The Absorbing Company is a société anonyme, incorporated and existing under the laws of Luxembourg. The Absorbing Company has a share capital of seven hundred and fifty thousand Euro (750,000.-) represented by four thousand (4,000) shares without par value.

2) The Absorbed Company is a société anonyme, incorporated and existing under the laws of Luxembourg. The Absorbed Company has a share capital of two hundred thousand Euro (EUR 200,000.-) represented by one thousand (1,000) shares having a par value of two hundred Euro (EUR 200.-) each.

3) The Merging Companies wish to merge within the meaning of articles 258 and 259 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by the acquisition of The Absorbed Company by the Absorbing Company.

4) Since the Absorbing Company holds all of the 1,000 shares representing the entire share capital and all of the voting rights of The Absorbed Company, the merger shall be realised pursuant to the simplified merger procedure as set forth under articles 278 and 279 of the Law.

5) No partner shall have special rights differing from those attached to the existing shares of the Absorbing Company, nor shall holders of securities other than shares be entitled to special rights by the Absorbing Company, and no special benefit or right shall be granted to the respective directors of the Merging Companies and/or experts appointed for the purposes of this merger, if any.

6) Pursuant to Article 279 of the Law, no extraordinary shareholders' general meetings of either of the Merging Companies is required to approve the merger provided that:

a. the present common draft terms of merger are published at the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations for each of the Merging Companies at least one month before the merger becomes effective among such Merging Companies;

b. the shareholders of the Absorbing Company are entitled, at least one month before the merger has become effective among the Merging Companies, to examine at the registered office of the Absorbing Company, the documents and information referred to in article 267 (1) a), b) and c) of the Law and to get a free copy of the same which are:

- draft terms of merger; and

- annual accounts of the Merging Companies for the financial years ending on 31 December 2011, 31 December 2012, 31 December 2013 and interim accounts as at 31 October 2014; and

c. the shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% of the subscribed share capital of the Absorbing Company may, within the time period set out in sub-paragraph b. above, request the convening of a general meeting of shareholders of the Absorbing Company to decide whether to approve the proposed merger.

7) Unless otherwise requested by the shareholders of the Absorbing Company, there will be no extraordinary general meeting of the shareholders of either of the Merging Companies. Therefore the merger will be deemed definitively realised and effective among the Merging Companies one month and one day after the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the present common draft terms of merger (the "Effective Date"), and shall have the effects provided for by article 274 of the Law.

8) Irrespective of the Effective Date of the Merger, all operations realised by The Absorbed Company as of 31th October 2014 shall be treated for accounting purposes as well as for direct tax purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

9) Towards third parties the merger become effective as of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of a notarial certificate recording that the conditions of article 279 of the Law have been fulfilled.

10) The corporate documents and books of each of The Absorbed Company will be deposited and conserved within the legally prescribed period at the registered office of the Absorbing Company.

11) As a result of the merger, and in conformity with article 274 and 278 of the Law, the merger will have the following consequences:

- the universal transfer, both as among The Absorbed Company and the Absorbing Company and vis-à-vis third parties, of all the assets and liabilities of The Absorbed Company to the Absorbing Company;

- The Absorbed Company shall cease to exist; and

- all the respective issued shares of The Absorbed Company shall be cancelled.

The undersigned notary public hereby certifies the existence and legality of the common draft terms of merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huit janvier.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1. QUARRY S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 20388, ci-après dénommée la «Société Absorbante»,

ici représentée par Annick Braquet, avec adresse professionnelle à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, agissant en qualité de mandataire au nom et pour compte de l'administrateur unique de QUARRY S.A. (l'«Administrateur Unique»), en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré lors de la réunion de l'Administrateur Unique tenue le 20 novembre 2014 à Luxembourg (le «Procès-Verbal de l'Administrateur Unique»); et

et

2. OUTBOARD YACHTING S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80412, ci-après dénommée la «Société Absorbée»,

ici représentée par Annick Braquet, avec adresse professionnelle à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, agissant en qualité de mandataire au nom et pour compte du conseil d'administration de OUTBOARD YACHTING S.A. (le «Conseil d'Administration»), en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 24 novembre 2014 à Luxembourg (le «Procès-Verbal du Conseil d'Administration»).

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La Société Absorbée et la Société Absorbante sont ci-après dénommées les «Sociétés Fusionnantes».

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

PROJET COMMUN DE FUSION

1) La Société Absorbante est une société anonyme, constituée et régie selon le droit luxembourgeois. La Société Absorbante a un capital social de sept cent cinquante mille Euros (EUR 750.000,-) représenté par quatre mille (4.000) actions sans désignation de valeur nominale.

2) La Société Absorbée est une société anonyme, constituée et régie selon le droit luxembourgeois. La Société Absorbante a un capital social de deux cent mille Euros (EUR 200.000,-) représenté par mille actions (1.000) actions d'une valeur nominale de deux cents Euros (EUR 200,-) chacune.

3) Les Sociétés Fusionnantes souhaitent fusionner au sens des articles 258 et 259 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»); par l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante.

4) Alors que la Société Absorbante détient toutes les 1.000 actions représentant l'intégralité du capital social et tous les droits de vote dans la Société Absorbée, la fusion sera réalisée conformément à la procédure de fusion simplifiée telle qu'indiquée aux articles 278 et 279 de la Loi.

5) Il n'existe aucun associé ayant des droits spéciaux autres que ceux conférés par les actions existantes ou de détenteurs de sûretés, auxquels la Société Absorbante entend conférer des droits spéciaux et aucun droit ou avantage particulier ne sera accordé aux administrateurs respectifs des Sociétés Fusionnantes et/ou experts désignés dans le cadre de cette fusion.

6) Conformément à l'article 279 de la Loi, la tenue d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante ou de la Société Absorbée approuvant la fusion n'est pas requise au cas où:

a. le présent projet commun de fusion est publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations pour chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant que la fusion ne prenne effet entre ces Sociétés Fusionnantes;

b. les associés de la Société Absorbante ont le droit, un mois avant que la fusion ne prenne effet entre les Sociétés Fusionnantes de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents et informations indiqués à l'article 267 (1) a), b) et c) de la Loi et d'en obtenir une copie gratuite qui sont:

- le projet de fusion, et

- les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes pour les exercices sociaux se terminant au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2012, au 31 décembre 2013 et les comptes intérimaires au 31 octobre 2014;

c. les actionnaires de la Société Absorbante détenant au moins 5% du capital social souscrit de la Société Absorbante ont le droit, pendant le délai indiqué sous l'alinéa b. ci-dessus, de requérir la convocation d'une assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

7) A moins qu'il n'en soit autrement requis par les actionnaires de la Société Absorbante, il n'y aura pas d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires des Sociétés Fusionnantes. Dès lors la fusion sera considérée comme définitivement réalisée et prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes un mois et un jour après la publication, au Mémorial C,

Recueil des Sociétés et Associations, du présent projet commun de fusion (la «Date de Réalisation»), et produira les effets prévus à l'article 274 de la Loi.

8) Quelle que soit la Date de Réalisation de la fusion, toutes les opérations effectuées par les Société Absorbées à partir du 31 octobre 2014 seront considérées du point de comptable ainsi que du point de vue des impôts directs comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante.

9) La fusion n'aura d'effet à l'égard des tiers qu'après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations d'un certificat de notaire constatant que les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies.

10) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront déposés et conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période prescrite par la loi.

11) Par effet de la fusion, et conformément aux articles 274 et 278 de la Loi, la fusion aura les conséquences suivantes:

- la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante que vis-à-vis des tiers, de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit;
- toutes les actions émises de la Société Absorbée seront annulées.

Le notaire soussigné déclare attester de l'existence et de la légalité du projet de fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux parties à la fusion conformément à la Loi.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des même comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 12 janvier 2015. Relation: LAC/2015/853. Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013798/172.

(150014988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

PVLux & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 193.187.

—
Extrait de l'acte constitutif

Société en commandite simple constitué sous seing privé

1. Les associés.

1. Monsieur Jeroen Reijnen, né le 27 novembre 1981 à Arnhem, demeurant Irislaan 39, 3550 Heusden Zolder
2. Monsieur Christophe Vandendriessche, né le 5 mars 1987 à Leuven, demeurant Aldestraat 54 bus 2 in 3500 Hasselt
3. Monsieur Maxim Vanmanshoven, né le 27 décembre 1989 à Genk, demeurant Aldestraat 54 bus 2 in 3500 Hasselt

2. L'objet social.

- La SOCIÉTÉ a pour objet toutes activités de services administratifs aux clients pour des contrats de garantie ainsi que l'exploitation des droits de propriété intellectuelle.

- La SOCIÉTÉ peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La SOCIÉTÉ peut accorder tous crédits y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses entités affiliées. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La SOCIÉTÉ peut en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

- La SOCIÉTÉ peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la SOCIÉTÉ contre les risques de crédit, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

- La SOCIÉTÉ peut acquérir, transférer et gérer toute sorte d'immeuble dans tous pays ou louer.

- La SOCIÉTÉ peut accomplir toutes opérations financières ou autres se rapportant à ses biens meubles ou immeubles, directement ou indirectement liées à son objet.

- L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

3. Le siège social. Le siège social de la Société est établi au 5, rue Prince Jean, L-4740 Pétange et peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg ou provisoirement à l'étranger selon l'article 2. de l'acte constitutif.

4. Gérance. La Société est gérée par l'Associé Commandité: Monsieur Jeroen REIJNEN.

La Société est engagée par la seule signature de son Associé Commandité ou, en cas de pluralité d'Associés Commandités, par la seule signature de l'un quelconque des Associés Commandités ou par la seule signature de toute personne à laquelle le pouvoir de signer pour la Société a été valablement conféré par les Associés Commandités conformément à l'article 9.1. de l'acte constitutif.

5. Pouvoirs du gérant.

- L'Associé Commandité est responsable personnellement indéfiniment et solidairement des engagements sociaux n'étant pas couverts par les actifs de la Société.

- L'Associé Commandité a le pouvoir de mener et approuver tous actes et opérations nécessaires ou utiles à la réalisation des objets de la Société, y compris, pour autant que de besoin, la façon dont les résultats d'une entité affiliée sont affectées.

- Sous réserve du dernier point ci-dessous, l'Associé Commandité peut à tout moment nommer un ou plusieurs agents ad hoc en vue de l'accomplissement de tâches spécifiques.

L'Associé Commandité déterminera les pouvoirs et rémunération (le cas échéant) de ces agents, la durée de leur mandat et toute autre condition du mandat. Le(s) mandataire(s) ainsi nommé(s) est/sont révocable(s) ad nutum par décision de l'Associé Commandité.

- La nomination de(s) mandataire(s) conformément au point ci-dessus n'aura pas d'effet sur la responsabilité illimitée de l'Associé Commandité.

- Le Commandité n'a aucune autorité ou pouvoir d'agir comme mandataire de la Société ou de l'Associé Commandité de la Société.

6. Capital social. Le capital souscrit de la Société est fixé à un montant de Dix-Huit Mille Six Cents Euros (18.600 euros) représenté par Dix-Huit Mille Six Cents (18.600) Parts de Un Euro (1-EUR) chacune, dont:

- Six Mille Deux cents (6 200) Parts de Un Euro détenues par Monsieur Jeroen REIJNEN

- Six Mille Deux cents (6 200) Parts de Un Euro détenues par Monsieur Christophe Vandendriessche

- Six Mille Deux cents (6 200) Parts de Un Euro détenues par Monsieur Maxim Vanmanhoven

7. Durée. La Société est constituée à la date du 29/12/2014 pour une durée illimitée.

Signatures.

Référence de publication: 2015000574/58.

(140235294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Paradocs MBOco, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 192.983.

Extrait du contrat social de la Société

La dénomination de la Société en commandite spéciale est Paradocs MBOcs (la Société).

La Société a commencé le 10 décembre 2014 et pour une durée illimitée.

L'objet exclusif de la Société est la détention, la gestion et la réalisation notamment d'avoirs financiers, excluant toute activité commerciale.

Les associés commandités de la Société sont Laurent Vanderweyen et Stéphane Bourg, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, (les Associés Commandités).

Le siège social de la Société se trouve au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

L'exercice social de la Société débute au 1^{er} janvier et se clôture au 31 décembre de chaque année.

La Société est représentée par Laurent Vanderweyen et Stéphane Bourg, précités (les associés-Gérants Commandités).

A l'égard des tiers, la Société est liée par la signature individuelle d'un des Associés-Gérants Commandités.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206152/20.

(140229776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**Genest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Lux Sphere S.A.).**

Siège social: L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour.
R.C.S. Luxembourg B 154.241.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LUX SPHERE S.A., ayant son siège social au L-2530 Luxembourg, 6, rue H. Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 154.241, constituée en date du 29 juin 2010 suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1701 du 20 août 2010, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (la «Société»).

L'assemblée est présidée par Jean-Marc Estgen, agent immobilier, demeurant demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Pierre Estgen, retraité, demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Marie Françoise ESTGENBONDARCZYK, sans emploi, demeurant à L3398 Roeser, 4, rue d'Oradour.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 1.000 (mille) actions d'une valeur nominale de EUR 34,- (trente-quatre euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 34.000,- (trente-quatre mille euros) sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social de L-2530 Luxembourg, 6, rue H. Schnadt à l'adresse suivante L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour et modification subséquente de l'article correspondant lors de la refonte des statuts de la Société actée dans la quatrième résolution;

2. Réduction du capital social à concurrence de EUR 21.000 (vingt-et-un mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 34.000,- (trente-quatre mille euros) à EUR 13.000,- (treize mille euros), par affectation dudit montant à une réserve libre, moyennant la réduction du pair comptable des actions existantes.

3. Transformation de la société de société anonyme en société à responsabilité limitée, avec changement de l'objet social, et confirmation du capital social de EUR 13.000,- (treize mille euros) qui sera représenté par 100 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 130,- (cent trente euros) chacune, entièrement détenues par les associés Monsieur Jean-Pierre ESTGEN et Monsieur Jean-Marc ESTGEN;

4. Changement de la dénomination sociale de la société qui se dénommera «GENEST S.à r.l.» et adoption des statuts d'une société à responsabilité limitée en prenant compte du changement de l'objet social qui aura désormais la teneur suivante:

«La société a pour objet l'importation et l'exportation de marchandises de toute nature (à l'exception de médicaments et de denrées alimentaires).

La société aura pour objet, par l'intermédiaire de personnes physiques dûment agréées, l'activité d'agent d'assurances, conformément à la loi du 6 décembre 1991 modifiée par la loi du 13 juillet 2005 sur le secteur des assurances.

La société aura pour objet, par l'intermédiaire de personnes physiques dûment agréées, d'effectuer toutes opérations d'agent et de promoteur immobilier ainsi que les activités d'administrateur de biens et de syndic de copropriétés.

Elle aura également pour objet la prestation de travaux administratifs et de bureau de toute nature en relation avec son activité et la formation d'intermédiaires en Assurances dûment agréés.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de tout autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange, ou de tout autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie. Elle pourra en outre prester des services administratifs et commerciaux auprès de ses filiales.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

5. Révocation des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant la transformation de la société en une société à responsabilité limitée.

6. Nomination de nouveaux gérants de la société, fixation de leurs pouvoirs et du terme de leur mandat.

7. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L-2530 Luxembourg, 6, rue H. Schnadt à l'adresse suivante L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour et de modifier l'article correspondant lors de la refonte des statuts de la Société, actée dans la quatrième résolution, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le siège de la Société est établi dans la commune de Roeser.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 21.000,- (vingt-et-un mille euros) pour porter le capital de son montant actuel de EUR 34.000,- (trente-quatre mille euros) à EUR 13.000 (treize mille euros) par affectation dudit montant à une réserve libre, moyennant la réduction du pair comptable des actions existantes.

Cette réserve libre pourra être utilisée de quelque manière que ce soit, en restant toutefois dans les limites fixées par l'article 69 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, en cas de remboursement aux actionnaires.

Suite à cette réduction le capital social s'établit à EUR 13.000,- (treize mille euros) représenté par 1.000 (mille) actions de EUR 13,- (treize euros) chacune.

Troisième résolution

L'assemblée décide de transformer la forme de LUX SPHERE S.A., laquelle de société anonyme devient société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, laquelle transformation prendra effet au 1 janvier 2015.

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

La transformation se fait sur la base de la situation comptable de la société après réduction du capital social telle que mentionnée ci-dessus.

L'assemblée décide d'échanger les 1.000 (mille) actions d'une valeur nominale de EUR 13,- (treize euros) chacune, contre 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 130,- (cent trente euros), entièrement détenues par les associés comme suit:

- Monsieur Jean-Pierre Estgen, retraité, né le 17 août 1944 à Dudelange, demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour est détenteur de 76 (soixante-seize) parts sociales, et

- Monsieur Jean-Marc Estgen, agent immobilier, né le 12 décembre 1980 à Luxembourg, demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour est détenteur de 24 (vingt-quatre) parts sociales;

L'assemblée décide de confirmer le capital social de EUR 13.000,- (treize mille euros), représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 130,- (cent trente euros), chacune.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en «GENEST S.à. r.l.» et d'adopter les statuts d'une société à responsabilité limitée, en prenant compte du changement de l'objet social et du pouvoir de signature, comme suit:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La société a pour objet l'importation et l'exportation de marchandises de toute nature (à l'exception de médicaments et de denrées alimentaires).

La société aura pour objet, par l'intermédiaire de personnes physiques dûment agréées, l'activité d'agent d'assurances, conformément à la loi du 6 décembre 1991 modifiée par la loi du 13 juillet 2005 sur le secteur des assurances.

La société aura pour objet, par l'intermédiaire de personnes physiques dûment agréées, d'effectuer toutes opérations d'agent et de promoteur immobilier ainsi que les activités d'administrateur de biens et de syndic de copropriétés.

Elle aura également pour objet la prestation de travaux administratifs et de bureau de toute nature en relation avec son activité et la formation d'intermédiaires en Assurances dûment agréés.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de tout autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange, ou de tout autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie. Elle pourra en outre prester des services administratifs et commerciaux auprès de ses filiales.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «GENEST S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Roeser.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 13.000,- (treize mille euros), représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 130,- (cent trente euros), chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance. La signature d'un seul gérant sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Cinquième résolution

L'assemblée prend acte de et décide de révoquer les administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer en qualité des nouveaux gérants de la Société, avec les pouvoirs définis à l'article 13 des nouveaux statuts et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes:

- Monsieur Jean-Pierre Estgen, retraité, né le 17 août 1944 à Dudelange, demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour;
- Monsieur Jean-Marc Estgen, agent immobilier, né le 12 décembre 1980 à Luxembourg, demeurant à L-3398 Roeser, 4, rue d'Oradour; et
- Madame Marie Françoise ESTGEN-BONDARCZYK, sans emploi, née le 25 mars 1952 à Giraumont (France), demeurant à L3398 Roeser, 4, rue d'Oradour.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de mille trois cent euros (EUR 1.300,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous avec Nous notaire signé le présent acte.

Signé: J.-M. ESTGEN, J.-P. ESTGEN, M. F. ESTGENBONDARCZYK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 24 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16865. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015001686/242.

(150000365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

**KMG SICAV SIF S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. KMG SICAV - SIF).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 139.130.

In the year two thousand fourteen, on the fifteenth of December.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of KMG SICAV-SIF, with registered office at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, duly registered with the Luxembourg Trade Register under section B number 139130, incorporated by a deed of Maître Martine Decker, notary residing in Hesperange, on June 4, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1603 of June 30, 2008.

The meeting is opened at 10.00 a.m., Mrs Annick Braquet, residing professionally in Luxembourg is elected chairman of the meeting.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Arlette Siebenaler, with professional address at Luxembourg.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- That the present extraordinary general meeting has been convened by a notice sent by registered mail to all the shareholders on November 11, 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in the Luxemburger Wort and the Tageblatt on November 13 and 28, 2014.

II.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III.- It appears from the attendance list, that out of 351,582 shares in circulation, 139,487 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

A first extraordinary general meeting, convoked upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on November 7, 2014 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

According to article 67 and 67-1 of the law on commercial companies the present meeting is authorised to take resolutions whatever the proportion of the represented capital may be.

IV.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Replacement of the official language of the Articles of Incorporation (Articles) from French to English and to consequently recast the said Articles into English;

2. Complete amendment/recastment of the Articles in order to comply with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (AIFM law) and with the latest interpretations and guidelines of the Luxembourg supervisory authority, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) concerning the execution of applicable laws and regulations, as well as other modifications made to adapt the Articles to future development of the Company;

3. Acknowledgement of the fact that the Offering Document of the Company has been completely amended/recasted in order to comply with the AIFM law and with the latest interpretations and guidelines of the CSSF concerning the execution of applicable laws and regulations, as well as other modifications made to adapt the Offering Document to future development of the Company;

4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to replace the official language of the Articles of Incorporation (Articles) from French to English and to consequently recast the said Articles into English.

Second resolution

The general meeting decides the complete amendment/recastment of the Articles in order to comply with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (AIFM law) and with the latest interpretations and guidelines of the Luxembourg supervisory authority, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) concerning the execution of applicable laws and regulations, as well as other modifications made to adapt the Articles to future development of the Company.

Third resolution

The general meeting acknowledges the fact that the Offering Document of the Company has been completely amended/recasted in order to comply with the AIFM law and with the latest interpretations and guidelines of the CSSF concerning the execution of applicable laws and regulations, as well as other modifications made to adapt the Offering Document to future development of the Company;

Fourth resolution

The general meeting decides consequently to adopt the coordinated version of the Articles of Incorporation in accordance with the modifications mentioned here above:

“ **Art. 1. Name.** There exists among the existing Shareholders and those who may become owners of Shares in the future, a Luxembourg company (the "Company") under the form of a public limited company ("société anonyme") subject to the 10th August 1915 as amended relating to commercial companies (the "Law of 1915") and the law of 13th February 2007 relating to Specialised Investment Funds (the "Law of 2007").

The Company will exist under the corporate name of "KMG SICAV SIF S.A." (hereinafter the "Fund" or the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary economical, social, political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets according to the Law of 2007 by means of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

Art. 5. Investment Objectives and Policies.

a) The purpose of the Company is to provide investors with an opportunity for investment in a professionally managed investment fund in order to achieve an optimum return from the capital invested.

b) The Company is restricted solely to Well-Informed Investors. This condition is not applicable to the Directors and other persons who are involved in the management of the Company.

c) The Company will seek to achieve its objectives, in accordance with the investment policies and guidelines established by the Board of Directors of the Company. For this purpose the Company offers a choice of Dedicated Funds as described in the Offering Document, which allow investors to make their own strategic allocation.

d) In accordance with Article 71(8) of the Law of 2007, a Dedicated Fund is able to invest in one or more other Dedicated Funds, subject to (i) a prohibition on reciprocal investments of Dedicated Funds (i.e. where the target Dedicated Fund, in turn, also holds interests in the investing Dedicated Fund), (ii) the suspension of voting rights attaching to interests held by the investing Dedicated Fund in the target Dedicated Fund, and (iii) the value of the holding of the interest held by the investing Dedicated Fund in the target Dedicated Fund will not be taken into account for the purpose of calculating whether the minimum capitalisation required by the Law of 2007 has been reached.

e) The specific goals and criteria to manage the assets of the various Dedicated Funds could be considered as pursuing several strategies, such as: investment in real estate, alternative investment strategies, investment in venture capital, investment in futures contracts (commodity futures and/or financial futures) and/or in options and any other permissible strategies; as stated, from time to time, in each relevant Appendix of the Offering Document dedicated to each one of these specific goals and criteria.

f) There can however be no assurance that the investment objectives will be successful or that the investment objectives for any Dedicated Fund will be attained.

g) The specific investment policies and risk spreading rules applicable to any particular Dedicated Fund shall be determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document.

Art. 6. Share Capital, Dedicated Funds, Classes-Categories of Shares.

a) The capital of the Company shall be represented by fully or partly paid up Shares of no par value and shall at the time of establishment amount to thirty-one thousand Euro (31,000 EUR). The capital of the Company shall at any time be equal to the total net asset value of the Company.

b) The minimum capital of the Company shall be at least the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (1,250,000. - EUR) within a period of twelve (12) months following the approval of the company by the Luxembourg Financial Authority.

c) For each Dedicated Fund, a separate portfolio of investments and assets will be maintained. The different portfolios will be separately invested in accordance with their specific features as described in the Offering Document of the Company.

d) The Company is one single entity; however, the rights of investors and creditors regarding a Dedicated Fund or raised by the constitution, operation or liquidation of a Dedicated Fund are limited to the assets of this Dedicated Fund, and the assets of a Dedicated Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Dedicated Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the constitution, operation or liquidation of this Dedicated Fund. In the relations between the Company's Shareholders, each Dedicated Fund is treated as a separate entity. The assets, commitments, charges and expenses that cannot be allocated to one specific Dedicated Fund will be charged to the different Dedicated Funds pro rata to their respective net assets, if appropriate due to the amounts considered or will be charged according to the discretion of the Fund Directors as they deem reasonable. However, instruments used to hedge the exposure of the investments and attributable solely to any particular Class or Category of Shares may be allocated solely to corresponding Class or Category of Shares.

e) The Board of Directors of the Company may, at any time, create additional Dedicated Funds. In that event the Offering Document will be updated accordingly.

f) Furthermore, in respect of each Dedicated Fund, the Board of Directors of the Company may decide to issue one or more classes of Shares (the "Classes"), and within each Class, one or several Category(ies) of Shares subject to specific features such as a specific sales and redemption charge structure, a specific management or advisory fee structure, different distribution, Shareholders servicing or other fees, different types of targeted investors, different currencies and/or such other features as may be determined by the Board of Directors of the Company from time to time.

g) The currency in which the Classes or Categories of Shares are denominated may differ from the Reference Currency of the relevant Dedicated Fund. The Dedicated Fund may, at the expense of the relevant Class or Category of Shares, use instruments such as forward currency contracts to hedge the exposure of the investments denominated in other currencies than the currency in which the relevant Class or Category of Shares is denominated.

Art. 7. Shares. The Company and its Dedicated Funds, Class or Category of Shares are restricted solely to Well-Informed investors such as institutional investors, professional investors and any other investor, who meets the following conditions:

(a) he has confirmed in writing that he adheres to the status of Well-Informed Investor, and

(b) (i) he invests a minimum of 125,000 EUR in the specialised investment fund, or

(ii) he has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of

Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the specialised investment fund.

The conditions set forth above are not applicable to the Directors and other persons who are involved in the management of the Company.

7.1 Form, Ownership and Transfer of Shares

a) The Company shall issue ordinary Shares (being referred as "Shares") in registered form only. Fractions of registered Shares will be issued, whether resulting from subscription or conversion of Shares.

b) Fractions of registered Shares will be issued to one thousandth of a Share. Fractions of Shares are not entitled to a vote, but are entitled to participate in the dividends and liquidation proceeds.

c) All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional Share.

d) The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences his or her right of ownership of such registered Shares. A confirmation of shareholding will be delivered upon request.

e) Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

f) Shareholders wishing to transfer some or all of the Shares registered in their names should submit to the Registrar and Transfer Agent a Share transfer form or other appropriate documentation signed by the transferor and the transferee. No stamp duty is payable in Luxembourg on transfer. The Board of Directors may decline to register any transfer of Shares where the transfer would result in the legal or beneficial ownership of such Shares by an Ineligible Investor.

g) The Board of Directors will not issue or give effect to any transfer of Shares of the Company to any investor who may not be considered as Well Informed Investor. The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription until such date as it has received sufficient evidence on the qualification of the investor as Well Informed Investor. If it appears at any time that a Shareholder of a Class or Category is not a Well Informed Investor, the Board of Directors will redeem the relevant Shares.

h) The Board of Directors will refuse the issue of Shares or the transfer of Shares, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Shares are sold or transferred is a Well Informed Investor. In considering the qualification of a subscriber or a transferee as a Well Informed Investor, the Board of Directors will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

i) Well Informed Investors subscribing in their own name, but on behalf of a third party, must certify to the Board of Directors that such subscription is made on behalf of a Well Informed Investor as aforesaid and the Board of Directors may require evidence that the beneficial owner of the Shares is a Well Informed Investor.

7.2 Restrictions of the ownership of Shares

The Board of Directors may restrict or place obstacles, at its sole discretion, in the way of the ownership of ordinary Shares in the Company by any person if the Company considers that this ownership involves a violation of the Laws of the Grand-Duchy or abroad, more specifically a violation of the Law of 2007, or may involve the Company in being subject to taxation in a country other than the Grand-Duchy or may in some other manner be detrimental to the Company.

To that end, the Board of Directors may:

a) Decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the Shares to a person who is not authorised to hold Shares in the Company;

b) Proceed with the compulsory redemption of all the relevant Shares if it appears that a person who is not authorised to hold such Shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of Shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the Shares, if it appears to the Company that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the Shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The compulsory redemption's procedure is more fully described in the Offering Document.

c) Refuse, during any General Meeting of Shareholders, the right to vote of any person who is not authorised to hold Shares in the Company.

Art. 8. Issue and redemption of Shares.

8.1 Issue of Shares

a) The Board of Directors may issue Shares of any Class or Category within each separate Dedicated Fund.

b) The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Dedicated Fund.

c) Shares shall be issued on the relevant business day (a "Business Day") having been designated by the Board of Directors to be a valuation day for the relevant Dedicated Fund (the "Valuation Day") as described in the Offering Document.

d) Application instructions for the subscription of Shares may be made on any Business Day. Investors whose instructions for subscription are received by the Registrar and Transfer Agent before the relevant dealing cut-off time, as more fully described for each Dedicated Fund in the Offering Document, will be allotted Shares at a price corresponding to the Net Asset Value per Share as of the relevant Valuation Day, not later than five (5) Business Days counting from and including the date on which the Net Asset Value of the subscribed Shares is available (the "Publication Day"). In particular, no forward or future dated instructions will be recognised and such instructions received by the Registrar and Transfer Agent prior to the appropriate dealing cut-off time on any Valuation Day will be processed at the applicable Valuation Day without reference to the applicant. If instructions are received by the Registrar and Transfer Agent after the appropriate dealing cut-off time applicable to the Valuation Day, the subscriptions will be deferred until the following Valuation Day. Unless otherwise specified in the Appendices of the Offering Document, subscription fees may be charged on the subscription of Shares in favour of the Alternative Investment Fund Manager ("AIFM"), the Investment Manager and/or the Investment Advisor and/or the intermediaries involved in the offering of Shares.

e) Furthermore, potential Shareholders may be asked to commit to subscribe to Class or Category of Shares on one or more dates or periods as determined by the Board of Directors (each a "Closing") and which shall be indicated and more fully described for each Dedicated Fund in the Offering Document or any subscription agreement entered into between the Board of Directors and each Shareholder (the "Subscription Agreement") setting out the aggregate amount that each Shareholder undertakes to invest in the Company (the "Shareholder Commitment").

f) Payments for subscriptions for Shares shall be made in whole on a Closing or on any other date; upon receipt of a written notice issued by the Board of Directors (the "Draw Down Notice") as determined by the Board of Directors and as indicated and more fully described for each Dedicated Fund in the Offering Document or the Subscription Agreement.

g) In case of failure to make payments of subscriptions commitments for Shares, to be made in whole on any Draw Down Notice, the Shareholder will become automatically subject to "Default Provisions" procedure as more fully described in the Offering Document.

h) The Board of Directors may determine any other subscription conditions such as minimum commitments on Closings, subsequent commitments, default interests or restrictions on ownership.

i) Instructions for the subscription of Shares may be made by fax or by registered post. Applications for subscription should contain the information described in the Offering Document (if applicable) and confirmation in writing that the applicant adheres to the status of Well-Informed Investor (except for institutional or professional investors). All necessary documents to fulfil the subscription should be enclosed with such application. No liability shall be accepted by the Depositary, Registrar and Transfer Agent or the Company for any delays or losses arising from incomplete documentation.

j) Any new subscriber may have to apply for a minimum holding amount as more fully described for each Dedicated Fund in the Offering Document. Such minimum may be reached by combining investments in various Dedicated Funds. However, the Company may authorize a new subscriber to apply for Shares amounting to a sum that is less than the minimum initial investment or the equivalent in the reference currency of the relevant Dedicated Fund from time to time.

k) Confirmation statements will be mailed or e-mailed to subscribers or their banks by the Company in accordance with the provision of the Offering Document at the risk of the Shareholder.

l) Payments for subscriptions for Shares shall be made in whole, on or before the applicable Valuation Day; and for Shareholders Commitment upon receipt of a written notice issued by the Board of Directors (the "Draw Down Notice"), giving not less than ten (10) Bank Business Days' notice to the relevant investors, or as determined by the Board of Directors and as indicated and more fully described in each Dedicated Fund relevant Appendix or the Subscription Agreement. In case of failure to make payments of subscriptions commitments for Shares, to be made in whole on any Draw Down Notice, the Shareholder will become automatically subject to "Default Provisions" procedures as more fully described in the Offering Document.

m) Shares will only be allotted upon receipt of notification from the Depositary that an authenticated electronic funds transfer advice or SWIFT message has been received provided that the transfer of money has been made in strict accordance with the instructions given in the electronic funds transfer form. In the event that the application has been made in a currency other than the Reference Currency of the Class or Category within the relevant Dedicated Fund(s), the Registrar and Transfer Agent will perform the necessary foreign exchange transactions. Investors should be aware that the costs to perform such foreign exchange transactions, amount of currency involved and the time of day at which such foreign exchange is transacted, will be supported entirely by said investor and will affect the rate of exchange. No liability shall be accepted by the Depositary, Registrar and Transfer Agent or the Company for any costs or losses arising from adverse currency fluctuations.

n) Payment shall be made in the Reference Currency of the Dedicated Fund or, if applicable, in the denomination currency of the relevant Class or Category as disclosed in each Dedicated Fund relevant Appendix of the Offering Document in the form of electronic bank transfer net of all bank charges (except where local banking practices do not allow electronic bank transfers) to the order of the Depositary on the date the Net Asset Value of the allotted Shares is available.

o) The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of appraisable assets to any Shareholder who agrees, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular where the law

mentions the obligation to deliver a report on the contribution in kind from the auditor of the Company (“Réviseur d’Entreprises agréé”) which shall be available for inspection, and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Dedicated Fund Such report may not have to be issued where the assets contributed in kind are listed on a Regulated Market under the conditions and rules set out in Article 26-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of appraisable assets shall be borne by the relevant Shareholder.

p) The Company may, at any time at its discretion, temporarily discontinue, cease definitely or limit the issue of Shares for a definite Dedicated Fund. Furthermore there are circumstances under which conversions and redemptions may be deferred. In that respect details of these are given in the Article 13, point 13.2 “Calculation” below.

q) The Board of Directors may, at any time at its discretion, temporarily discontinue, cease definitely or limit the issue of Shares or to persons or corporate bodies residing or established in certain countries or territories. The Board of Directors may decide, at its sole discretion, to prohibit any persons or corporate bodies from acquiring ordinary Shares. The Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Shares if such a measure is necessary for the protection of the Company or any Dedicated Fund, the Shareholder of the Company or any Dedicated Fund.

r) Furthermore, the Company may (i) reject in whole or in part at its discretion any application for Shares or (ii) repurchase at any time the Shares held by Shareholders who are excluded from purchasing or holding Shares, in which case subscription monies paid, or the balance thereof, as appropriate, will normally be returned to the applicant in accordance with the provision of the Offering Document, provided such subscription monies have been cleared.

8.2 Minimum Investment and Holding

Minimum amounts of initial and subsequent investments as well as of holding may be set by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document of the Company.

8.3 Redemption of Shares

a) Shareholders may only request redemption of their Shares in accordance with the conditions set-forth for each Dedicated Fund in the Offering Document.

Where redemptions are prohibited until a definite date (hereafter a “Close-ended Period”), the Board of Directors may, without obligation and at its sole discretion, determine during such Close-ended Period, any particular redemption conditions from time to time.

b) The repurchase price may, depending on the Net Asset Value per Share applicable on the date of repurchase, be higher or lower than the price paid at the time of subscription.

c) Only if redemptions are specifically accepted by the Board of Directors, investors whose instructions for redemption are received by the Registrar and Transfer Agent before an appropriate dealing cut-off time, as determined by the Board of Directors, will have their Shares redeemed, at a price corresponding to the Net Asset Value per Share as of the relevant Valuation Day not later than ten (10) Business Days counting from and including the date on which the Net Asset Value of the redeemed Shares is available (the “Publication Day”). In particular, no forward or future dated instructions will be recognised and such instructions received by the Registrar and Transfer Agent prior to the appropriate dealing cutoff time on any Valuation Day will be processed at the applicable Valuation Day without reference to the applicant. If instructions are received by the Registrar and Transfer Agent after the appropriate dealing cut-off time applicable to the Valuation Day, the redemption instruction will be deferred until the following Valuation Day. Unless otherwise specified in each Dedicated Fund relevant Appendix of the Offering Document, redemption fees may be charged on the redemption of Shares in favour of the intermediaries involved in the offering of Shares.

d) Furthermore, an amount equal to any duties and charges attributable to the relevant Class or Categories of Shares which will be incurred upon the disposal of the Company’s investments as at the date of redemption in order to fund such a redemption may be deducted.

e) Any such redemption may be considered as a distribution in the context of the determination of the rights of the holders pursuant to the distribution policy as more particularly described in the Offering Document. Any such repurchase may be considered as a distribution for the purpose of determining the rights of the Shareholders to participate in such repurchase in case any preferred returned and carried interest rules shall be applicable thereto. In such a case, these particular redemption conditions shall apply to all Shareholders within the same Class or Category of Shares concerned.

f) Instructions for the redemption of Shares may be made by fax or by registered post. Applications for redemption should contain the following information (if applicable): the identity and address and register number of the Shareholder requesting the redemption, the relevant Dedicated Fund, the relevant Class or Category, the number of Shares or currency amount to be redeemed, the name in which such Shares are registered and full payment details, including name of recipient, bank and account number. All necessary documents to fulfil the redemption should be enclosed with such application. Redemption requests must be accompanied by a document evidencing authority to act on behalf of particular Shareholder or power of attorney which is acceptable in form and substance to the Company. All necessary documents to fulfil the redemption should be enclosed with such application to be considered valid on any particular Valuation Day. No liability shall be accepted by the Depositary, Registrar and Transfer Agent or the Company for any delays or losses arising from incomplete documentation. Redemption requests made in accordance with the foregoing procedure shall be irrevocable, except that a Shareholder may revoke such request in the event that it cannot be honoured for any of the reasons specified in the Offering Document.

g) If, due to an application for redemption, a Shareholder would hold less than the minimum holding amount, described for each Dedicated Fund in the Offering Document, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem the entire amount of the shares, on behalf of such Shareholder.

h) The Board of Directors may decide compulsory redemptions at its sole discretion, in the way of the ownership of Shares in the Fund by any person, and in case of failure to make payments of subscriptions commitments for Shares. The modalities of compulsory redemptions are described in the Offering Document.

i) However, in order to avoid Ineligible Investors in one Class, the Board of Directors proceeds with the compulsory redemption of all the relevant Shares if it appears that a person who is not authorised to hold such Shares in the Fund, either alone or together with other persons, is the owner of Shares in the Fund. The Offering Document describes the procedure of compulsory redemption of shares owned by Ineligible Investors and more specifically contains rules relating to US Persons and in this regard, Shareholders should note that the Board of Directors may decide forced redemptions for US Persons within 6 months from discovery and within 90 days from an investor's change in status.

j) Payment of the redemption price will be made by the Depositary or its agents as more fully described in the Offering Document.

k) Payment for such Shares will be made in the Reference Currency of the relevant Dedicated Fund or, if applicable, in the denomination currency of the relevant Class or Category as disclosed in each Dedicated Fund relevant Appendix of the Offering Document or in any freely convertible currency specified by the Shareholder. In the last case, any conversion cost shall be borne by the relevant Shareholder.

l) Except during Close-ended Periods, the Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in each Dedicated Fund, Class or Category of Shares so that, under normal circumstances, repurchase of Shares of a Dedicated Fund, Class or Category of Shares may be made by the Valuation Day. However, if on any Valuation Day redemption requests relate to more than 10% of the Shares in issue in a specific Class or Category or Dedicated Fund, the Company may decide that part or all of such requests for repurchase will be deferred for such period as the Company considers to be in the best interests of the Shareholders. The requests for redemption at such Valuation Day shall be reduced pro rata and the Shares which are not redeemed by reason of such limit shall be treated as if a request for redemption had been made in respect of each subsequent Valuation Day if appropriate level of liquidity could be obtained and until all the Shares to which the original request related have been redeemed. Redemption requests which have been carried forward from an earlier Valuation Day shall be complied with (subject always to the foregoing limit of 10% and if appropriate level of liquidity could be obtained, will be given priority over later requests.

m) The Company may agree to make, in whole or in part, a payment in-kind of Assets of the Dedicated Fund in lieu of paying to Shareholders redemption proceeds in cash. The total or partial in-kind payment of the redemption proceeds may only be made (i) with the consent of the relevant Shareholder which consent may be indicated in the Shareholder's application form or otherwise, (ii) by taking into account the fair and equal treatment of the interests of all Shareholders and by providing a report drawn up by a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor) when the in-kind payment of the redemption proceeds occurs. In addition, in-kind payments of the redemption proceeds will only be made provided that the Shareholders who receive the in-kind payments are legally entitled to receive and dispose of the redemption proceeds for the redeemed Shares of the relevant Dedicated Fund. In the event of an in-kind payment, the costs of any transfers of Assets to the redeeming Shareholder shall be borne by that Shareholder. To the extent that the Company makes in-kind payments in whole or in part, the Company will undertake its reasonable efforts, consistent with both applicable law and the terms of the in-kind appraisable assets being distributed, to distribute such in-kind Assets to each redeeming Shareholder pro rata on the basis of the redeeming Shareholder's Shares of the relevant Dedicated Fund.

Art. 9. Conversion and Transfer of Shares.

a) Shareholders may only be entitled, in accordance with the conditions set forth in the Appendices of the Offering Document, to convert all or part of their Shares of a particular Class or Category into Shares of other Class(es) or Category(ies) of Shares (as far as available) within the same Dedicated Fund or, as the case may be, all or part of their Shares of the same or different Classes or Categories of Shares (as far as available) of another Dedicated Fund.

b) However, in order to avoid Ineligible Investors in one Class, Shareholders should note that they cannot convert Shares of one Class in a Dedicated Fund to Shares of another Class in the same or a different Dedicated Fund without the prior approval of the Board of Directors.

c) Where applicable, instructions for the conversion / switching of Shares may be made by fax or by registered post. Applications for conversion / switches should contain the information described in the Offering Document (if applicable). All necessary documents to fulfil the switch should be enclosed with such application to be considered valid on any particular Valuation Day. No liability shall be accepted by the Depositary, Registrar and Transfer Agent or the Company for any delays or losses arising from incomplete documentation.

d) Shareholders wishing to transfer some or all of the Shares registered in their names (including transfer of rights and obligations from one Shareholder to the other) should submit to the Registrar and Transfer Agent a Share transfer form or other appropriate documentation signed by the transferor and the transferee. Transfer of Shares may only be carried out if the transferee qualifies as a Well-Informed Investor and accepts to take over liabilities of the transferor towards the Company (including Shareholder Commitment).

e) However, the Board of Directors may decline, at its entire discretion, to register any transfer of Shares.

f) A conversion of Shares of a particular Class or Category of one Dedicated Fund for Shares of another Class or Category in the same Dedicated Fund and/or for Shares of the same or different Class or Category in another Dedicated Fund will be treated as a redemption of Shares and a simultaneous purchase of Shares of the acquired Class or Category and/or Dedicated Fund. A converting Shareholder may, therefore, realise a taxable gain or loss in connection with the conversion under the laws of the country of the Shareholder's citizenship, residence or domicile.

g) All terms and conditions regarding the redemption of Shares shall equally apply to the conversion of Shares.

h) Investors whose applications for conversion are received by the Registrar and Transfer Agent before the appropriate dealing cut-off time, as set forth by the Board of Directors, will have their Shares converted on the basis of the respective Net Asset Value of the relevant Shares as of the applicable Valuation Day, taking into account the actual rate of exchange on the day concerned. The Net Asset Value of the relevant Shares on a particular Valuation Day will be available on the Publication Day.

i) If the Valuation Day of the Class or Category of Shares or Dedicated Fund taken into account for the conversion does not coincide with the Valuation Day of the Class or Category of Shares or Dedicated Fund into which they shall be converted, the Shareholders' attention is drawn to the fact that the amount converted will not generate interest during the time separating the two Valuation Days.

j) Unless otherwise specified in the Appendices of the Offering Document, a conversion fee may be charged on the conversion of Shares.

k) The allocation rate at which all or part of the Shares in a given Dedicated Fund (the "Original Dedicated Fund") are converted into Shares in another Dedicated Fund (the "New Dedicated Fund"), or all or part of the Shares of a particular Class or Category of Shares (the "Original Class") are converted into another Class or Category of Shares within the same or another Dedicated Fund (the "New Class") is determined in the Offering Document.

l) After conversion of the Shares, the Registrar and Transfer Agent will inform the Shareholder of the number of Shares of the New Dedicated Fund or New Class obtained by conversion and the price thereof.

m) If, due to an application for conversion, a Shareholder would hold less than the minimum holding amount, described for each Dedicated Fund relevant Appendix, the Board of Directors may decide to compulsorily convert the entire amount of the Shares, on behalf of such Shareholder. Application for conversion may be refused if such conversion would result in the investor having an aggregate residual holding, in either Class or Category of Shares, of less than the minimum holding amount indicated for each Class or Category of Shares in each Dedicated Fund relevant Appendix of the Offering Document.

n) If on any Valuation Day conversion requests relate to more than 10% of the Shares in issue in a specific Class or Category or Dedicated Fund, the Company may decide that part or all of such requests for conversion will be deferred for such period as the Company considers to be in the best interests of the Shareholders. The requests for conversion at such Valuation Day shall be reduced pro rata and the Shares which are not converted by reason of such limit shall be treated as if a request for conversion had been made in respect of each subsequent Valuation Day until all the Shares to which the original request related have been converted. Conversion requests which have been carried forward from an earlier Valuation Day shall be complied with (subject always to the foregoing limits) and given priority over later requests.

Art. 10. Charges of the Company.

10.1 General

The Company shall, on a pro-rata basis unless specifically chargeable to a particular Dedicated Fund, pay out of the assets of the relevant Dedicated Fund(s) all expenses payable by the Dedicated Fund(s) which shall include but not be limited to:

- fees payable to and reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (incl. insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with Board meetings) incurred by the Company on behalf of the respective Dedicated Fund (s), the Directors,, the AIFM, the Depositary, the Paying Agent, the Registrar and Transfer Agent, the Investment Manager, the Investment Advisor, Regulatory, Legal Firms and Auditing Firms and any other service providers as applicable;
- all taxes which may be due on the assets and the income of the Dedicated Fund(s) as well as any other applicable taxes throughout the entire structure of the Fund;
- usual banking fees due on transactions involving securities held in the Dedicated Fund(s) as well as any other banking and transaction fees;
- legal and regulatory consultation costs or other professional fees, costs and expenses for the negotiation, structuring, financing and documentation in relation to the acquisition, ownership, financing, refinancing, hedging and realisation of any Investment, (whether or not completed or realised), any Investment-related fees and other fees (including, for the avoidance of doubt, any out-of-pocket costs or expenses incurred by any third party advisers or accountants), unless reimbursed by another person; transaction costs or acquisition fee (including transactions costs or any acquisition fee linked to aborted transactions), or consulting expenses incurred by the Company on behalf of the respective Dedicated Fund(s), Administrative Agent, Domiciliary Agent, Registrar & Transfer Agent, the Investment Manager, the Investment Advisor and any other service providers, AIFM and the Depositary, Regulatory, Legal Firms and/or Auditing Firms, while acting in the interests of the Shareholders;

- the cost of any liability insurance or fidelity bonds covering any costs, expenses or losses arising out of any liability of, or claim for damage or other relief asserted against, any Dedicated Fund, the Company, its Directors, the AIFM and any person or company with whom they are affiliated or by whom they are employed and/or the Depositary or other agents of the Company for violation of any law or failure to comply with their respective obligations under these Articles of Incorporation or otherwise with respect to the Company and its Dedicated Funds;

- the costs and expenses of the research, set-up and preparation and issuance of regulatory reporting (e.g. AIFMD, EMIR, FATCA), preparation and printing of written confirmations of Shares; the costs and expenses of preparing and/or filing and printing of the Board of Directors and all other documents concerning the Company, including registration statements and Offering Documents and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Company or the offering of Shares of the Company; the costs and expenses of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Shareholders, including the beneficial holders of the Shares, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the Net Asset Value from the Central Administrator; the cost of preparing and distributing public notices to the Shareholders; lawyers' and auditor's fees; and all similar administrative charges, including all advertising expenses, promoting of the Fund and/or its Dedicated Funds and other expenses directly incurred in offering or distributing the Shares;

- fees payable to the relevant regulatory authorities and any fees, costs and expenses incurred in connection with making any filings with any government body or regulatory authority as well as statutory or regulatory fees, if any, levied against or in respect of the Fund together with the costs incurred in preparing any submission required by any tax, statutory or regulatory authority;

- any costs and expenses relating to Investor relation activity, including the drafting, printing and mailing of reports and information to Investors;

- all costs incurred with the organisation of meetings of the Board, of Shareholders;

- all third party costs and expenses incurred in connection with the performance of all due diligence investigations in relation to the acquisition, ownership or realisation of any Investment (whether or not completed or realised), unless reimbursed by another person;

- any other third party costs and expenses disbursed in connection with the day-to-day management of the Fund and the operations of any Dedicated Fund and its Investments

10.2 Allocation of expenses of the Company

Expenses specific to a Class will be borne by that Class. Charges that are not specifically attributable to a particular Class may be allocated among the relevant Classes based on their respective net assets or any other reasonable basis given the nature of the charges as determined by the Board of Directors. All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortised over a period not exceeding 5 years.

10.3 Formation and launching expenses of the Company

The costs and expenses of the formation of the Company and the initial issue of its Shares will be borne by the Company and amortised over a period not exceeding 5 years from the formation of the Company and in such amounts between Dedicated Funds in each year as determined by the Board of Directors on an equitable basis.

10.4 Formation and launching expenses of additional Dedicated Funds

The costs and expenses incurred in connection with the creation of a new Dedicated Fund shall be written off over a period not exceeding 5 years against the assets of such Dedicated Fund only and in such amounts each year as determined by the Board of Directors on an equitable basis. The newly created Dedicated Fund may bear a pro-rata of the costs and expenses incurred in connection with the formation of the Fund and the initial issue of Shares, which have not already been written off at the time of the creation of the new Dedicated Fund.

10.5 Annual Management/Advisory Fees

The Investment Manager(s) and/or the Investment Advisor(s) is (are) entitled to receive, in respect of each Class, from the Fund in any year the annual management/advisory fee(s), as specified in each relevant Dedicated Fund Appendix of this Offering Document, which will cover its annual servicing and management/advisory fees for such classes of Shares. Such annual management/advisory fee(s) shall be payable in arrears in accordance with the provision of the related agreement, unless otherwise stipulated in the relevant Dedicated Fund's Appendix, calculated and accrued at each Valuation Day at the appropriate rate for the Class concerned. These fees shall be equal to a percentage of the average Dedicated Fund's Total Assets of the Class concerned.

10.6 Performance Fee, Preferred returned and/or Carried interest

The Investment Manager and/or Investment Advisor and/or AIFM and/or entities or members of the investment specifically accepted by the Board of Directors may be entitled to a performance fee, preferred returned and/or carried interest in relation to certain Dedicated Funds, as indicated in each Dedicated Fund relevant Appendix to the Offering Document.

10.7 Depositary, Paying Agent

The Company pays to the Depositary, Paying Agent a depositary fee and transaction fees and charges as agreed from time to time in writing. Such fees may be accrued daily and paid to the Depositary monthly in arrears. The depositary fee is in accordance with normal practice in Luxembourg and is calculated on the basis of a percentage of the Gross Assets of the Company together with a fixed amount per transaction.

10.8 Administration Fee, Domiciliary, Registrar and Transfer Agent Fee

a) The Central Administration, Domiciliary, Registrar and Transfer Agent will receive fees calculated on the basis of the Gross assets of the Company. Such fees will be payable in arrears in accordance with the provision of the related agreement.

b) Unless otherwise provided in the Appendices of the Offering Document, the Fund will pay an annual service provider fee, stipulated in the Offering Document (as amended from time to time), from which it will pay the fees of the AIFM, Paying Agent, Registrar and Transfer Agent, the Administrative Agent, the Domiciliary Agent and the Directors, out of each Dedicated Fund's Total Assets, subject to a minimum per Dedicated Fund and per year, payable at the end of each month. Sub-custodian and other third party fees as well as external costs and other costs which are transaction related costs are not included. The AIFM may charge an amount, to each relevant Dedicated Fund, representing dealing costs, stipulated in the Offering Document (as amended from time to time), out of the Total Assets of each Dedicated Fund.

c) Notwithstanding such fees, any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation travel, telephone, fax and postage expenses) incurred by the AIFM, will be borne by the relevant Dedicated Fund.

10.9 Others Charges

Charges applicable to specific Dedicated Funds, Classes or Categories of Shares including, but not limited investment advisory fees, initial charges will be detailed in the Appendices of the Offering Document.

Art. 11. Accounting year. The accounting year of the Company will end on the last day of December each year.

The first accounting year ended on 31st December 2008.

The consolidated accounts of the Company shall be kept in the Reference Currency of the Company. The financial statements relating to the separate Dedicated Funds shall also be expressed in the Reference Currency of the relevant Dedicated Fund.

Art. 12. Publications. The most recent annual report of the Company may be obtained free of charge from the Company. Any other financial information to be published concerning the Company, including the Net Asset Value, the issue, conversion and repurchase price of the Shares for each Dedicated Fund and any suspension of such valuation, will be made available to the public at the offices of the Company and its Central Administration Agent.

To the extent required by Luxembourg law or decided by the Board of Directors, all notices to Shareholders will be sent to Shareholders at their address indicated in the register of Shareholders. The Board of Directors may also decide to send such notices to the Shareholders via e-mail, and/or publish them on the website of the Company, and/or in one or more newspapers and/or in the Mémorial.

Art. 13. Determination of the net asset value per Share.

13.1 Frequency of Calculation

The Net Asset Value per Share for each Dedicated Fund, Class or Category is determined as described in the Offering Document, in accordance with the provisions of the Offering Document and of "Valuation of Assets" hereinafter, and at least once a year. Such calculation will be completed by the Central Administration Agent in its capacity as administrator.

13.2 Calculation

a) The Net Asset Value per Share of each Dedicated Fund, Class or Category of Shares is determined as described in each Dedicated Fund relevant Appendix to the Offering Document and at least once a year. On any Business Day, the AIFM may decide to determine a Net Asset Value to be used for information purposes only. The Net Asset Value will be expressed in the Reference Currency of the Dedicated Fund, Class or Category of Shares. The Reference Currency of the Company is EURO.

b) The calculation of the Net Asset Value of Dedicated Funds investing mainly in other funds / non quoted assets or assets to be valued at fair market value by the Central Administration Agent on each Valuation Day unless prices / assets valuation for assets representing more than 40% of a Dedicated Fund's Net Asset Value are not available to the Central Administration Agent. If so, the latter may suspend, without further notice to the Shareholders, the publication of the Net Asset Value until availability of prices / asset valuations of underlying portfolio representing at least 60% of the total Dedicated Fund's Net Asset Value. Such delays between the applicable Valuation Day and the time necessary to perform the calculation and therefore publish the Net Asset Value are referred as to "Publication Day" within the Offering Document.

c) The Net Asset Value per Share of each Class or Category of Shares is determined by dividing the value of the total assets of that Dedicated Fund properly allocable to such Class or Category less the liabilities of such Dedicated Fund and any amount distributed to Shareholders properly allocable to such Class or Category by the total number of Shares of such Class or Category outstanding on the relevant Valuation Day.

d) The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest cent of the relevant currency as the AIFM shall determine.

13.3 Temporary Suspension of the Calculation

In each Dedicated Fund, the Board of Directors may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of a particular Dedicated Fund, Class or Category of Shares and in consequence the issue, repurchase and conversion of Shares, without limitation to the generality of the above, in the following events:

a) when one or more Regulated Markets, stock exchanges or other regulated markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Dedicated Fund, or when one or more Regulated Markets, stock exchanges or other regulated markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Dedicated Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings and quotation therein shows important discrepancies between one or more Regulated Markets, stock exchanges or other regulated markets or otherwise are restricted or suspended; or

b) when, as a result of political, social, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Company, disposal of the assets of the Company attributable to such Dedicated Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders; or

c) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Dedicated Fund would be impractical; or

d) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company attributable to such Dedicated Fund, or if, for any exceptional circumstances, the value of any asset of the Company attributable to such Dedicated Fund may not be determined as rapidly and accurately as required; or

e) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets attributable to such Dedicated Fund cannot be effected at normal rates of exchange; or

f) when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by investment funds in which the Company or the relevant Dedicated Fund is invested.

Any such suspension will be notified by regular post letters to those Shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Such suspension as to any Dedicated Fund, Class or Category of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Dedicated Fund, Class or Category of Shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant Dedicated Fund, Class or Category of Shares.

13.4 Valuation of the Assets

The assets of the Company, in relation to each Dedicated Fund, shall be deemed to include:

i. All cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

ii. All bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

iii. All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments, units or shares of funds or UCI, Real Estate Assets and Assets owned by the Company or contracted by the AIFM and/or by the Investment Manager on behalf of the Company (provided that the Board of Directors and/or the Investment Manager may make some adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

iv. All stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

v. All interest accrued on any interest bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

vi. The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

vii. The liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in. However, instruments used to hedge the exposure of the investments and attributable solely to any particular Class or Category of Shares may be allocated solely to corresponding Class or Category of Shares;

viii. Any amount borrowed on behalf of each Dedicated Fund and on a permanent basis, for investment purposes;

ix. All other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The valuation of the assets can be performed by the AIFM itself, provided that the valuation task is functionally independent from the portfolio management and the remuneration policy and other measures ensure that conflicts of interest are mitigated and that undue influence upon the employees is prevented.

However, the AIFM can opt for the valuation function to be performed by an Independent Valuer(s).

Information on the Independent Valuers will be disclosed to the regulatory authorities upon request as the nature of some of the dedicated funds may deem it impossible to use the same Independent Valuer for some hard-to-value assets.

The value of such assets shall be determined by the AIFM as follows:

(a) The value of Real Estate Assets owned by a Dedicated Fund or by its Subsidiaries will, be valued by one or more Independent Valuer(s) once annually. Such valuation may be used throughout the following financial year unless there is a change in the general economic situation or in the condition of the relevant Real Estate Assets which requires new valuations to be carried out under the same conditions as the annual valuations. Sale prices may not be noticeably lower, than the latest independent valuation except in exceptional circumstances that are duly justified. In such case, the AIFM will have to justify its decision to the Shareholders in the next financial report. The Independent Valuer(s) will be appointed by the AIFM, may not be affiliated with any Investment Advisor or the Directors of the Fund and the AIFM and will value the Real Estate Assets using a formal set of guidelines on the basis of widely-accepted valuation standards (such as RICS), adapted as necessary to respect individual market considerations and practices.

(b) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received, is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(c) The value of securities listed or dealt in on a Regulated Market, stock exchange or other regulated markets will be valued at the last available price on such markets. If a security is listed or traded on several markets, the closing price at the market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(d) In the event that any Asset is not listed or dealt in on a Regulated Market, stock exchange or other regulated markets or if, in the opinion of the AIFM, the latest available price does not truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be defined by the AIFM or by an Independent Valuer (s) based on the reasonably fair value determined prudently and in good faith by the AIFM or by an Independent Valuator(s). The probable fair value for un-listed securities or securities not negotiated on a regulated market shall be determined according to a commonly recognised Valuation Method determined internally or with the help of Independent Valuer (s) in their fields as agreed from time to time by the AIFM.

(e) The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on Regulated Markets, stock exchanges or other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Company, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on Regulated Markets, stock exchange or other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on Regulated Markets, stock exchange or other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the Company; provided that if a futures, forward or options contract liquidating value could not be accurately determined on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Company may deem fair and reasonable;

(f) For investments in fixed-income instruments with a known short term maturity date of less than 24 months, value may be determined by using an amortised cost method. This involves valuing an investment at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the investments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortised cost, is higher or lower than the price such Dedicated Fund would receive if it sold the investment. The AIFM will continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that the relevant Dedicated Fund's investments will be valued at their fair value as determined in good faith by the Fund. If the AIFM believes that a deviation from the amortised cost per Share may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the AIFM shall take such corrective action, if any, as they deem appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results;

(g) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Company;

(h) Units or shares of UCI will be valued at their last determined and available net asset value or their last available stock market value (if any) or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the AIFM or by an Independent Valuer (s) on a fair and equitable basis;

(i) All other Assets will be valued on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the fair value thereof determined prudently and in good faith by the AIFM or by an Independent Valuer (s).

The AIFM in its discretion, may permit some other method of valuation for a particular Dedicated Fund. If the AIFM permits such other method of valuation to be used, such method shall be applied on a constant basis. The Dedicated Funds concerned will clearly mention such methodology.

In the event that extraordinary circumstances render valuations as aforesaid impracticable or inadequate, the AIFM is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Company.

If since the time of determination of the net asset value per Share of any Class or Category in a particular Dedicated Fund there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of such Dedicated Fund are dealt in or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation of the net asset value per Share and carry out a second valuation. All the subscription, redemption and exchange orders to be executed on such day will be dealt at the second Net Asset Value per Share.

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- i. All loans, bills and accounts payable;
- ii. All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- iii. All accrued or payable administrative expenses;
- iv. All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- v. An appropriate provision for incurred and future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Company, at the discretion of the AIFM, and other reserves, if any, authorised and approved by the Company; and
- vi. All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which shall comprise inter alia the fees and expenses detailed above and in Section of the Offering Document entitled "Fees and Expenses".

In determining the amount of such other liabilities, the AIFM shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise promotion, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising, preparing, translating and printing of Offering Documents, explanatory memoranda, Fund documentation or registration statements, annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating, reporting and compliance, expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, facsimile and other electronic means of communication.

The AIFM may calculate and recalculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

Each Dedicated Fund shall be valued so that all agreements to purchase or sell securities are reflected as of the date of execution, and all dividends receivable and distributions receivable are accrued as of the relevant ex-dividend dates.

Art. 14. Distribution policy.

- a) Where specified for specific Classes or Categories as disclosed under the Appendices of the Offering Document, the Board of Directors of the Company may declare annual or other interim distributions from the investment income gains and realised capital gains and, if considered necessary to maintain a reasonable level of dividends, out of any other funds available for distribution.
- b) Notwithstanding the above, no distribution may be made as a result of which the total net assets of the Company would fall below the equivalent in the Reference Currency of the Company of the minimum amount of the net assets of undertakings for collective investment, as required by Luxembourg law.
- c) Where a distribution is made and not claimed within five years from its due date, it will lapse and will revert to the relevant Dedicated Fund, Class or Category of Shares.

Art. 15. Amendments to the Articles of Incorporation. The Articles of Incorporation may be amended from time to time by a General Meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915 on commercial companies, as amended. Any amendment thereto shall be published in the Mémorial and, if necessary, in a Luxembourg newspaper of wide circulation and, if applicable, in the official publications specified for the respective countries in which the Shares are sold. Such amendments become legally binding on all Shareholders, following their approval by the General Meeting of Shareholders.

Art. 16. Duration. Liquidation and Amalgamation of the Company or of any Dedicated Fund, Class or Category

16.1. Duration

The Company and each of the Dedicated Funds have been established for an unlimited period of time. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting of Shareholders subject to the quorum and majority referred to in article 15 hereof.

16.2. Liquidation

a) Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting by the Board of Directors. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Share represented at the meeting.

b) The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the General Meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 6 hereof; in such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented at the meeting. The meeting must be convened so that it is held within a period of 40 days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

c) The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the General Meeting of Shareholders which shall determine their powers and the compensation.

d) The event leading to dissolution of the Company must be announced by a notice published in the Mémorial. In addition, the event leading to dissolution of the Company must be announced in at least two newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. Such event may also be notified to the Shareholders in such other manner as may be deemed appropriate by the Board of Directors.

e) The General Meeting or, as the case may be, the liquidator it has appointed, will realise the assets of the Company or of the relevant Class(es), Category(ies) and/or Dedicated Fund(s) in the best interest of the Shareholders thereof, and upon instructions given by the General Meeting, the Depositary will distribute the net proceeds from such liquidation, after deducting all liabilities, unamortised costs and liquidation expenses relating thereto, amongst the Shareholders of the relevant Class(es), Category(ies) and/or Dedicated Fund(s) in proportion to the number of Shares held by them. The General Meeting may distribute the assets of the Company or of the relevant Class(es), Category(ies) and/or Dedicated Funds wholly or partly in kind to any Shareholder who agrees in compliance with the conditions set forth by the General Meeting (including, without limitation, delivery of an independent report issued by the auditor(s) of the Company) and the principle of equal treatment of Shareholders. In that respect, distribution in kind of assets, including fractions of securities or assets attributable to each Shareholder, held by the Company, is subject to a report drawn up by a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor) when the distribution occurs and may be performed by the issuance and distribution, to each Shareholder, of a certificate of entitlement issued by the Depositary and representing the assets and fractions herein.

f) At the close of liquidation of the Company, the proceeds thereof corresponding to Shares not surrendered will be kept in safe custody with the Luxembourg Caisse de Consignation until the prescription period has elapsed. As far as the liquidation of any Class, Category and/or Dedicated Fund is concerned, the proceeds thereof corresponding to Shares not surrendered for repayment at the close of liquidation will be kept in safe custody with the Depositary during a period not exceeding 9 months as from the date of the decision of the liquidation; after this delay, these proceeds shall be kept in safe custody at the Caisse de Consignation.

g) In the event that for any reason whatsoever, the value of assets of a Class, Category or Dedicated Fund should fall down to such an amount considered by the Board of Directors as the minimum level under which the Class, Category or Dedicated Fund may no longer operate in an economically efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such Class, Category or Dedicated Fund should have negative consequences on the investments of such Class, Category or Dedicated Fund or when the range of products offered to clients is rationalized, the Board of Directors may decide to conduct a liquidation or a compulsory redemption operation on all Shares of a Class, Category or Dedicated Fund, at the net asset value per Share applicable on the Valuation Day, the date on which the decision shall come into effect (including actual prices and expenses incurred for the realization of investments, closing expenses, non-paid off setting up expenses, any non-paid off sales charges and any other liabilities). The Company shall send a notice to the Shareholders of the relevant Class, Category or Dedicated Fund, before the effective date of such liquidation or compulsory redemption. Such notice shall indicate the reasons for such liquidation / redemption as well as the procedures to be enforced. Unless otherwise stated by the Board of Directors, Shareholders of such Class, Category or Dedicated Fund, may not continue to apply for the redemption or the conversion of their Shares while awaiting for the enforcement of the decision to liquidate / to redeem compulsorily. If the Board of Directors authorizes the redemption or conversion of Shares, such redemption and conversion operations shall be carried out according to the clauses provided by the Board of Directors in the sales documents of Shares, free of charge (but including actual prices and expenses incurred for the realization of investments, closing expenses, non-paid off setting up expenses, any non-paid off sales charges and any other liabilities) until the effective date of the liquidation / compulsory redemption.

h) Any of the above liquidations or any compulsory redemption may be settled through a distribution of the assets of the relevant Class(es), Category(ies) and/or Dedicated Funds wholly or partly in kind, to any Shareholder, in compliance with the conditions set forth by the Law of 1915 on commercial companies (including, without limitation, delivery of an independent valuation report issued by the auditor(s) of the Company) and the principle of equal treatment of Shareholders. In that respect, distribution in kind of assets, including fractions of securities or assets attributable to each Shareholder, held by the Company may be performed by the issuance and distribution, to each Shareholder, of a certificate of entitlement issued by the Depositary and representing the assets and fractions herein.

16.3. Amalgamation or Transfer of Class, Category and/or Dedicated Fund.

a) Under the same circumstances as provided in the paragraph above in relation to the compulsory redemption of Class(es), Category(ies) and/or Dedicated Funds, the Board of Directors may decide to amalgamate a Class, Category and/or Dedicated Fund into another Class, Category and/or Dedicated Fund. Shareholders will be informed of such decision by a notice sent to the Shareholders at their address indicated in the register of Shareholders or in such manner as may be deemed appropriate by the Board of Directors and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Class, Category and/or Dedicated Fund. Such publication will be made at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, before the operation involving contribution into the new Class, Category and/or Dedicated Fund becomes effective.

b) The Board of Directors may also decide to amalgamate the assets of any Class, Category and/or Dedicated Fund with to those of another UCI submitted to Luxembourg Law or to another sub-fund within such other UCI (such other UCI or sub-fund within such other UCI being the "New Fund") (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). The question to amalgamate the assets of any Class, Category and/or Dedicated Fund with those of a New Fund shall be referred, by the Board of Directors, to the General Meeting of Shareholders of the concerned Class, Category and/or Dedicated Fund. Such General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting. Furthermore, such decision will be announced by a notice sent to the Shareholders at their address indicated in the register of Shareholders or in such manner as may be deemed appropriate by the Board of Directors (and, in addition, the notice will contain information in relation to the New Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, Shareholders having not requested the redemption of their Shares will be bound by the decision of the General Meeting.

16.4. Division of a Class, Category and/or Dedicated Fund

a) The Board of Directors may decide that any Class, Category or Dedicated Fund may be split into several Dedicated Funds, Classes and/or Categories of Shares with the same or different characteristics by a corresponding split of the portfolio of the Dedicated Fund, Class and/or Category to be split. The Board of Directors may not decide a split of Dedicated Funds, Classes and/or Categories if the rights of any Shareholder(s) of any of the resulting Dedicated Fund, Class and/or Category are changed in any way unless the Shareholder(s) concerned has (have) received adequate prior notice with the option to redeem its (their) Shares, without charge, prior to the date the split becomes effective.

b) Solely under exceptional circumstances, in the event that for any reason whatsoever, the assets of a Class, Category or Dedicated Fund becomes, outside the control of the Board of Directors or the AIFM or the Investment Manager, illiquid or hard to value, the Board of Directors may decide to divide or split-up a Class, Category and/or Dedicated Fund into another Class, Category and/or Dedicated Fund (herein referred as to "Side Pocket").

c) A Side Pocket is a Class or Category of Shares created in a Dedicated Fund or a Dedicated Fund created in the Company to isolate investments that are illiquid or hard to value. This technique will be used in the following context:

- To protect the redeeming investors from being paid an amount in respect of the illiquid or hard to value investments that may be less than their ultimate realisation value;

- To protect the remaining investors against the disposal of part or all of the most liquid assets in order to satisfy redemption orders;

- To protect new investors by ensuring that they are not exposed to the Side Pocket at the time they join the Company;

- To avoid Net Asset Value suspensions affecting all the investors in the Company.

d) The use of Side Pockets is authorized under the following conditions:

- The creation of Side Pockets can only be used in order to protect investors;

- The activation of Side Pockets can only be made in exceptional circumstances when investments become illiquid or hard to value;

- Side pockets may only exist on a temporary basis and are not subject to any subscription fee, redemption fee, conversion fee, Investment Manager(s) fee, Sub-Investment Manager(s) fee, Investment Advisor(s) fee, performance fee, trailing or distribution fee and to any other fee normally applicable in the context of management of the assets or distribution or otherwise marketing of standard Classes, Categories or Dedicated Funds;

- The investments comprising the Side Pocket shall not represent an amount of the assets of the Company as more fully described in the Offering Document.

e) Shareholders will be informed of such decision by a notice sent to their address indicated in the register of Shareholders or in such manner as may be deemed appropriate by the Board of Directors and, in addition, the information will contain information in relation to the new Class, Category and/or Dedicated Fund and the illiquid assets contributed into it.

Art. 17. Directors.

a) The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. The members of the Board of Directors shall not necessarily be Shareholders of the Company.

b) The directors shall be elected by the General Meeting of Shareholders for a period up to six years. They shall be eligible for re-election.

c) If a legal entity is appointed director, it must appoint an individual through whom it shall exercise its director's duties. In this respect, a third party shall have no right to demand the justification of powers; the mere qualification of representative or of delegate of the legal entity being sufficient.

d) The term of office of outgoing directors not re-elected shall end immediately after the General Meeting which has replaced them.

e) Any director may be removed from office with or without giving a reason or be replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting of Shareholders.

f) Any candidate for the function of director who is not mentioned in the agenda of the General Meeting of Shareholders must be elected by 2/3 of the votes of the Shareholders present or represented.

g) Potential directors mentioned in the agenda of the Annual General Meeting must be elected by the majority of the votes of the Shareholders present or represented.

h) In the event a seat on the Board falls vacant because of death, resignation or otherwise, the remaining directors appointed by the General Meeting may appoint, by a majority vote, a director to temporarily fill such vacancy until the next General Meeting of Shareholders, which shall ratify such appointment.

Art. 18. Chairmanship and Meetings of the Board of Directors.

a) The Board of Directors shall choose a Chairman from among its members and may also choose one or more vice-chairmen from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a director. Meetings of the Board of Directors shall be called by the chairman or any two directors, and held at the place, date and time indicated in the notice of meeting. Any director may take part in any meeting by appointing another director as his proxy, in writing, by fax or registered post or any other similar written means of communication. Any director may represent one or more of his colleagues.

b) Meetings of the Board of Directors shall be chaired by its chairman, or failing that, the oldest vice-chairman if any, or failing that, the managing director if any, or failing that, the oldest director attending the meeting.

c) The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Resolutions shall be adopted by a majority vote of the directors present or represented. In the event that, at any meeting of the Board of Directors, the number of votes for and against a resolution is equal, the person chairing the Board of Directors' meeting shall have a casting vote.

d) Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications whereby all persons participating in a meeting can hear each other. Participation in a meeting by such means shall be equivalent to a physical presence at such meeting.

e) Notwithstanding the foregoing clauses, directors may also vote by means of a circular document. The resolution shall be approved by the directors by each of them signing either a single document or multiple copies of the same document. Such resolutions shall have the same validity and force as if they had been voted during a Board meeting, duly convened and held, and can be proven by letter, fax, telegram or any similar means.

f) The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or by the person who chaired such meeting in his absence.

g) Copies or extracts of such minutes needed as evidence in court or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the secretary, or by two directors or by any person authorised by the Board of Directors.

Art. 19. Powers of the Board of Directors.

a) The Board of Directors has the most extensive powers to perform all acts of administration and disposal in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association for the General Meeting of Shareholders shall fall within the remit of the Board of Directors.

b) The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the investment policy.

c) Subject to its overall responsibility, control, and supervision, the Board of Directors may appoint one or more AIFM, Investment Managers/Investment Advisors to provide day-to-day investment decisions, or recommendations respectively.

d) Each AIFM / Investment Manager may delegate, under its overall control and responsibility, its authority to make investment decisions, and with the prior approval and/or ratification of the Board of Directors of the Company, to one or more Sub-Investment Manager(s) for each Dedicated Fund.

e) The AIFM or Investment Manager(s) shall make the investment decisions for each Dedicated Fund and place purchase and sale orders for the Dedicated Fund's transactions.

f) Investment Advisor(s) shall advise the Company, the AIFM, and/or the Investment Manager(s), of the Company on a day-to-day basis. Based on this advice, the Company, the AIFM and/or, the Investment Manager(s), will manage the Company's portfolios. The Company, the AIFM, the Investment Manager, shall not be bound to act, purchase or sell securities, by any advice or recommendation given by any Investment Advisor.

g) Any such appointment may be revoked by the Board of Directors at any time.

Art. 20. Signatory Powers. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors, Officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 21. General Meetings of Shareholders of the Company.

a) The General Meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class or Category of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

b) The General Meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

c) It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the Share capital.

d) The Annual General Meeting of Shareholders will be held at the registered office of the Company in Luxembourg on the third Thursday of June each year, or if such day is not a day on which banks are open for business in Luxembourg, on the following day on which banks are open for business in Luxembourg. Notice to Shareholders will be given in accordance with Luxembourg law. The notice will specify the place and time of the meeting, the conditions of admission, the agenda, the quorum and the voting requirements.

e) To the extent required by Luxembourg law or decided by the Board of Directors of the Company, all notices to Shareholders will be sent to Shareholders at their address indicated in the register of Shareholders and, only if necessary, in one or more newspapers of wide circulation and/or in the Mémorial.

f) Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

g) The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

h) All shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

i) If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

j) The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

k) The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. Each share of whatever Class or Category is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax, registered post, e-mail, or facsimile transmission, who need not to be a Shareholder and who may be a director of the Company.

l) Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 22. Auditor.

a) In accordance with the Law of 2007, the books and the preparation of all declarations required by Luxembourg law shall be supervised by an independent auditor ("Réviseur d'Entreprises agréé") who shall be appointed by the General Meeting and who shall be remunerated by the Company.

b) The incumbent independent auditor may be dismissed at any time by the General Meeting.

Art. 23. Custody of the assets of the Company.

a) To the extent required by the Law of 2007, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution as defined by the law of 5th April 1993 on the supervision of the financial sector, as amended (the "Depositary"). The Depositary shall have the powers and responsibilities provided for by the Law of 2007.

b) If the Depositary wishes to resign, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a replacement within two months of the effectiveness of such resignation. The Board of Directors may terminate the custody agreement but may not remove the Depositary from office unless a replacement has been found.

Art. 24. Central Administration of the Company.

a) To the extent required by the Law of 2007, the Company shall enter into a central administration agreement with a Central Administration Agent regulated under Luxembourg law.

b) If the Central Administration Agent wishes to resign, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a replacement within two months of the effectiveness of such resignation. The Board of Directors may terminate the central administration agreement but may not remove the Central Administration Agent from office unless a replacement has been found.

Art. 25. Applicable law, Jurisdiction.

a) The Articles of Incorporation are pursuant the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

b) Any claim arising between the Shareholders, the Company, the AIFM, the Investment Manager, the Central Administrator and the Depositary shall be settled according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the AIFM, the Investment Manager, the Central Administrator and the Depositary may subject themselves and the Company (i) to the jurisdiction of courts of the countries in which the Shares are offered or sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, (ii) with respect to matters relating to subscriptions, redemptions and conversions by Shareholders resident in such countries, to the laws of such countries.

Art. 26. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of Luxembourg and the Law of 1915 on Commercial Companies as amended.”

Fifth resolution

The general meeting decides that all resolutions are taken with effect to January 1, 2015.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61535 Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013587/978.

(150015741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Monkwood Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46a, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.178.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-second day of December.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Monkwood Luxco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with its registered office at 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, dated 1st June 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1571 of 18 August 2006 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B. 117.178 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated 27 Mars 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1388 of 12 June 2013.

The meeting was declared open with Krystina CHARNIAK, private employee, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Anchal Sharma, private employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Krystina CHARNIAK, private employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following

Agenda

1. Transfer the registered office of the Company from 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach to 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with effective date as of 1st January 2015

2. Subsequent restatement of article two (2) of the articles of association of the Company to give it the following content:

Art. 2. “The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that, in the view of the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Managers.”

3. Miscellaneous.

ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That it appears from the attendance list, that 98 % of the shares are represented.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to transfer the registered office of the Company from 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach to 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with effective date as of 1st January 2015.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to amend subsequently article two of the articles of association of the Company so as to henceforth read as follows:

Art. 2. “The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that, in the view of the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Managers.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

s’est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés de Monkwood Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 1^{er} juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1571 du 18 août 2006 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B. 117.178 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1388, en date du 12 juin 2013.

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence Krystina CHARNIAK, employée privée, domicilié professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Anchal SHARMA, employée privée, domicilié professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Krystina CHARNIAK, employée privée, domicilié professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée générale était le suivant:

Ordre du jour

1 Transfert du siège social de la Société de 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach à 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet à la date du 1^{er} janvier 2015;

2 Modification subséquente de l'article deux (2) des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. «Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.»

3 Divers.

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par les associés, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que 98 % du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée.

(v) Que l'assemblée générale était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre de jour qui leur a été communiqué au préalable.

(vi) Que l'assemblée générale a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de de 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach à 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet à la date du 1^{er} janvier 2015.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'article deux (2) des statuts de la Société, pour lui donner désormais la teneur suivante:

Art. 2. «Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège

ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la personne comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux membres du bureau, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: K. CHARNIAK, A. SHARMA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16790. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 02 janvier 2015.

Référence de publication: 2015001706/158.

(150000345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Maloco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 141.435.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Maarten SPRIET, consultant, né à Roulers (Belgique), le 10 février 1975, demeurant à B-8755 Ruislede, Brandstraat 45,

ici représenté par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société anonyme "MALOCO S.A.", établie et ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 141435, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 28 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2349 du 25 septembre 2008,

et que les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Gérard LECUIT, en date du 24 février 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 687 du 31 mars 2009;

2) Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en cent (100) actions avec une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune, entièrement libérées;

3) Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est le seul propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Actionnaire Unique");

4) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

5) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

6) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

7) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

8) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);

9) Que l'Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

10) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;

11) Que décharge pleine et entière est donnée aux membres du conseil d'administration et au commissaire pour l'exécution de leur mandat;

12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant le délai légal de cinq (5) ans au moins dans les locaux de la société "Fiduciaire comptable Becker, Gales & Brunetti S.A.", inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 128179.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cent soixante-dix euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC/2014/62721. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 05 janvier 2015.

Référence de publication: 2015001712/63.

(150000781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Rue de Net LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2229 Luxembourg, 1A, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 159.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209571/10.

(140234397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Universal-Investment-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds EB Renewable Energy Fund Emerging Markets FCP (SIF), welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 26. Januar 2015.

Für den EB Renewable Energy Fund Emerging Markets Fonds FCP (SIF)

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Katrin Nickels

Référence de publication: 2015014705/15.

(150016800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Partenaires Sociaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 176, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 68.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209519/9.

(140234106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Mainzero Holding S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 192.994.

EXTRAIT

Il résulte de l'acte de constitution signé sous seing privé le 22 décembre 2014 à Luxembourg et Whiteley Fareham, que la société en commandite simple dénommée "Mainzero Holding S.C.S.", ayant son siège social au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été constituée pour une durée illimitée.

Le capital de la Société est fixé à un euro (1,- EUR).

Les objets de la société sont:

3.1. d'agir en tant que société holding d'investissement et d'acquérir directement les parts sociales émises par Mainzero Lux S.à r.l. et ainsi d'acquérir indirectement une participation dans les biens immobiliers décrits à l'Annexe 1 [...], y compris tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par ses filiales [...] et de détenir ces titres en tant qu'investissements, d'en gérer la détention ainsi que de les céder, les échanger et en disposer, étant entendu que pour éviter tout doute, la société ne deviendra à aucun moment partie à des instruments dérivés ou à des fins de couverture à finalité spéculative;

3.2. sous réserve de l'article 15.4 ci-dessous, de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement de sommes d'argent de toute manière déterminée par l'associé commandité, y compris par l'émission (dans la mesure où la loi luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et de tout autre titre de dette ou instrument de dette, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la société (présents ou futurs) ou son capital non libéré, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.3. dans la poursuite de son objet social, la société peut, sans limitation, accomplir tout acte (y compris la conclusion, l'exécution et la production de contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que l'associé commandité estime être accessoires, nécessaires ou adéquats pour mettre en oeuvre ou réaliser tout ou partie des objectifs et objets sociaux précités, ou l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs, mais dans chaque cas en accord avec le présent contrat et la loi applicable;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la loi luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la loi luxembourgeoise n'ait été obtenue.

L'associé commandité de la Société est MAINZERO HOLDING (GP) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La Société sera gérée par MAINZERO HOLDING (GP) S.à r.l., susmentionnée, en la fonction d'associé commandité gérant à compter de la constitution de la Société et sans limitation dans la durée du mandat de gérant.

L'exercice comptable de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice comptable de la Société débutera lors de sa constitution et se finira le 31 décembre 2014.

La Société sera engagée par la signature individuelle de l'associé gérant commandité, MAINZERO HOLDING (GP) S.à r.l., lui-même dûment représenté.

Luxembourg le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205987/43.

(140230207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.
